la cause du peuple

N°27 mars-avril 2016

Le journal le plus classe contre classe !

Contre leur loi travail grève, blocage, occupation jusqu'au retrait !



Inde

Goodyear

Etat d'Urgence

Michelin

Dossier spécial Lutte des femmes

l'éditorial

Après l'ANI, le pacte de responsabilité et la loi Macron, le gouvernement PS fait un nouveau pas dans l'abject avec son projet de loi El Khomeri.

Annoncé fin février dans la presse, ce nouveau projet est la pire attaque que le monde du travail ait connu depuis la réforme des retraites. Présenté par Manuel Valls comme une réforme du 21ème siècle, la loi El Khomeri est en fait un véritable retour au 19ème siècle. Ce que nous prévoit le gouvernement, n'est autre que la liquidation programmée de l'ensemble des conquêtes sociales obtenues de haute lutte par les générations de travailleurs et travailleuses qui nous ont précédé. Ce que nous propose la ministre du Travail c'est la semaine de 60h, le plafonnement des indemnités aux prud'hommes, le forfait jour généralisé, la mise au banc des syndicats dans l'entreprise, la soumission des travailleuses et travailleurs à des accords d'entreprises, ce qui signifie la soumission aux intérêts directs du patronat.

La loi El Khomeri, c'est la possibilité pour les patrons de licencier de plus en plus facilement et sous des prétextes bidons, c'est la simplifications des délocalisations, c'est la possibilité pour les bourgeois de faire trimer nos enfants jusqu'à 10h par jour et 40h par semaine durant leur apprentissage.

Bien plus qu'une réforme du code du travail, ce projet sonne pour nous comme une carte blanche donnée au patronat pour nous cracher à la gueule, pour piétiner nos droit et notre dignité de travailleurs, bref pour nous faire définitivement plier l'échine.

Si les bureaucrates à la tête des centrales syndicales restent aujourd'hui dans une politique hésitante et timorée vis à vis de la mobilisation qui se construit à la base, les travailleurs et travailleuses, et en premier lieu la jeunesse, eux ont bien compris que vis à vis de cette loi, c'est une lutte à mort qui se joue entre travail et capital.

La pétition record sur internet et la mobilisation des réseaux sociaux ne change rien en soit, mais c'est un baromètre qui annonce un véritable mécontentement populaire. Depuis des années, nous allons de défaites en défaites, nous subissons les attaques du patronat, les frustrations. Nos conditions de travail se dégradent, les salaires stagnent, le chômage augmente et la jeunesse est vouée à un avenir incertain.

Aujourd'hui la loi El Khomeri, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase car cette fois, si nous baissons la tête, c'est l'ensemble de nos vies que le patronat condamne au labeur et à la misère. Nous ne sommes plus en position de négocier car notre classe n'a que trop souffert de la politique du moins pire. Nous valons mieux que ça, nos vies et notre avenir ne peuvent pas se résoudre à subir régression sur régression. Aujourd'hui, la jeunesse ouvrière ne veut plus vivre en esclavage, nous ne pouvons pas accepter d'hypothéquer notre avenir au bon vouloir d'un patronat hyper-agressif qui lui, a conscience de défendre ses intérêts de classe.

Ne plus vivre comme des esclaves, c'est relever la tête, c'est sortir des solutions individuelles par la lutte collective de l'ensemble des travailleuses et travailleurs. Notre force c'est d'être la classe qui par son travail produit l'ensemble des richesses de cette société et donc qui par sa lutte a la capacité de bloquer l'économie du pays et enfin de changer réellement la donne. Ceux qui nous gouvernent, ceux qui nous exploitent, ceux qui nous matraquent et nous emprisonnent ne sont qu'une infime minorité de parasites et de larbins du capital. Par contre nous, le peuple, jeunes ou vieux, hommes ou femmes, français ou immigrés, nous sommes ensemble l'écrasante majorité, nous sommes le peuple, et le pouvoir est entre nos mains.



Unis nous pouvons imposer une véritable grève générale, unis nous pouvons faire reculer le gouvernement et le patronat. La lutte peut nous donner la victoire, elle peut permettre de renvoyer le projet el Connerie dans les poubelles de l'histoire, mais elle peut également nous permettre de retrouver notre dignité et notre fierté d'ouvrières et d'ouvriers, de travailleuses et travailleurs. Si nous combattons aujourd'hui c'est avant tout pour marcher la tête haute demain, pour pouvoir regarder l'avenir non pas au travers des yeux d'une victime, mais bien avec ceux autrement plus grands d'hommes et de femmes libres qui enfin ont décidé de reprendre le pouvoir sur leur vie. Aujourd'hui plus que jamais, notre avenir dépend de nos luttes présentes.

sommaire

Lutte de classe

★ Chronique BTP *(p.3)*

★ Brèves et luttes ouvrières *(p.4)*

★ Goodyear : les confédérations sont à la rue ! *(p.5)*

Résistances

★ Dossier 8 mars (*p.7*)

- *France (p.8)*
- *Italie (p.9)*
- *Canada (p.10)*
- *Allemagne/Autriche (p.11)*
- *Chine (p.13)*

★ Coup de gueule d'un Clermontois *(p.16)*

★ Etat d'urgence : Aubervilliers *(p.19)*

★ Sur la situation en Corse *(p.20)*

International

★ Liberté pour Saibaba *(p.21)*

★ Capitaine Sankara *(p.22)*

Culture

★ Ca ne peut plus durer *(p.24)*

★ Boxe Populaire : Clermont-Ferrand *(p.24)*

Chronique du BTP
Voilà venir le temps des barbeuc'!

Putain, ça y est, c'est l'hiver, période de vaches maigres et de galères par excellence. On a passé noël, essayant tant bien que mal d'offrir un petit quelque chose aux gamins, aux parents, aux frangins et aux frangines, bref un joyeux coup de couteau dans le budget. On a survécu à la taxe d'habitation, aux échéances de ces rapaces d'assureurs, aux factures EDF qui s'entassent sur la table…

La paie de janvier est tombée comme une délivrance de courte durée qui permet de sortir de la zone rouge qui donne des cheveux blancs, sauf au banquier bien sûr, toujours heureux d'empocher les aggios qui accompagnent les fins de mois difficile.

Il est 6h du mat', le réveille sonne, ça y est, c'est l'heure de se lever, je m'enfile un café vite fait, je grignotte deux-trois merdes, un brin de toilette et je saute dans mon bleu de travail. J'enfourne ma gamelle soigneusement préparée la veille dans mon sac à dos, juste à côté de la bouteille de flotte, du bonnet, du marteau, et feu, direction l'arrêt de bus. Tous les matins c'est la même chose, les même gestes, le même timing et puis surtout la même rage qui tient chaud, blottie au fond du cœur sous des couches de vêtements abîmés. Cette rage, je suis sûr que tous les lecteurs de la cause du peuple, qui comme moi travaillent dans le BTP la connaisse.

Cette colère, c'est celle de se lever tout les matins bien trop tôt pour aller en chier dans le froid, dans des conditions de travail pénibles, c'est de prendre des risques et de s'user la santé et cela pour un salaire qui ne nous permet même pas de nous mettre à l'abri nous et nos familles pour celles et ceux qui en ont. Encore, que le boulot soit dur, ça pourrai passer. La fatigue et les douleurs on apprend à les supporter. De toute façon, on n'a pas bien le choix. Mais quand en prime, à la fin du mois, on ne voit qu'une seule chose c'est un compte à découvert accompagné de son lot de soucis, là c'en est trop ! C'est un peu comme si tous les puissants, les bourgeois, les financiers, les exploiteurs, vous crachaient à la gueule en même temps, piétinant votre dignité d'ouvrier.

Ils me font marrer moi tous ces cons de patrons qui n'ont qu'une seule chose a la bouche : la valeur travail. Ces feignants de parasites se plaisent à disserter sur des choses qu'ils ne connaissent pas. Bien sûr que les métiers du bâtiment ont de la valeur, ce sont de beaux métiers qui permettent la création d'infrastructures utiles au peuple. C'est le patronat qui tue nos métiers en nous imposant des conditions de travail difficiles, des salaires parmis les plus bas et une déclassification professionnelle.

La colère, elle nous réchauffe un peu, mais par des journées froides comme aujourd'hui, un peu ce n'est pas suffisant, c'est de grands brasiers dont nous avons besoin. Pour mettre le feu, mutualisons nos colères, collectivisons nos frustrations.

Ce qui nous rendra notre dignité, ce qui fera augmenter nos salaires et diminuer nos journées de travail, ce n'est pas les petits coups de gueules poussés silencieusement pendant la pause casse croûte. Partout sur les chantiers on en a plein le dos, dans toutes les boites, petites ou grandes on galère, on se plaint et parfois on se révolte. C'est nous les damnés de la terre, les travailleurs qui meurent, qui souffrent dans l'indifférence organisée. Nos voix crient vengeance pour les crimes patronaux, pour les fins de mois à découvert, pour les factures qui s'entassent, vengeance pour nos aînés qui sont brisés.

Alors si y'en a marre des hivers qui se suivent en se ressemblant, il va falloir les faire entendre nos voix, collectivement et par la seule arme efficace dont nous disposons : la lutte, la grève, la guerre de classe, celle des travailleurs et travailleuses, unis et solidaires contre nos oppresseurs. Assez du bricolage, des solution individuelles, des magouilles de fin de mois, nous ne voulons plus survivre, nous voulons vivre et pour cela nous devons nous battre.

Aujourd'hui il caille, mais t'inquiète collègue, demain nous nous réchaufferons au coin d'un grand feu de patrons ! En attendant le printemps, un seul mot d'ordre c'est barbeuc' de mercedes et mechoui de bourgeois sur tous les chantiers ! ★



En Bref

Très élégant…

La « reine de l'élégance » Inès de la Fressange et son mari entrepreneur, Denis Olivennes, possèdent un mas provençal illégalement construit. Ils emploient une « gouvernante », qui doit veiller au parc, nettoyer la piscine, faire les courses, les repas, etc. Tout cela pour un salaire au SMIC, auquel, il faut retrancher 350 € pour la location du mobile-home miteux au fond du jardin, plus les 94 € de charges sociales d'auto-entrepreneur. Elle a été congédiée, sans motif ni indemnité. Mais Chantal a saisi la justice pour travail dissimulé et licenciement abusif. Fais leur manger à ces bourgeois Chantal !

Coupes claires à l'ONF

Les agents de l'ONF sont confrontés à la coupe réglée des effectifs. Sur les 15000 en 1986, il n'en reste que 9200, dont 6000 fonctionnaires, un tiers étant du privé. Il y a eu 38 suicides en 10 ans. Le COP 2016/20 prévoit la suppression de 600 emplois dont 140 de fonctionnaires (remplacés par des contrats de droit privé). L'objectif est de remplacer 2500 départs à la retraite par des emplois privés d'ici 2020.

Mobilisation au Havre dans les usines de Sidel

Les ouvriers d'Octeville sur Mer font de l'embouteillage de bouteille pour le groupe, c'est le site le plus important du groupe, il compte 921 salariés sur les 5500 au niveau mondial. Des plans de « sauvegarde » de l'emploi sont négociés depuis octobre dernier, à partir desquels seraient supprimés 185 emplois sur le site et 360 dans le monde.Une grève a eu lieu au mois de décembre puis a été relancée après les fêtes de fin d'année, pour se terminer au mois de février. Pour l'instant, les chiffres de suppressions d'emploi sont à 92 pour le site.

Grève illimitée chez Carbone – Savoie

Le 2 février, les ouvriers de Carbone Savoie ont entamé une grève illimitée à un mois de la vente de leur entreprise à Alandia, spécialisée dans la « reprise » des activités en difficulté. Pourquoi ? Parce qu'ils n'ont aucune information sur les raisons de cette décision ni sur comment ça va se passer, si ce n'est que l'activité continuera pendant 2 mois. Vous imaginez bien le mécontentement et l'inquiétude des ouvriers, ceux-ci sont 294. Solidarité !

Luttes ouvrières

Les meurtriers ont encore frappé !

Servier assassin, Servier qui a tué plus de 2500 personnes (officiellement) avec son fameux médicament coupe-faim Mediator retiré en 2009, Servier dont les actionnaires du groupe ont pu tranquillement bénéficier de la mort. Les criminels de l'agro-alimentaire peuvent nous gaver d'une multitude de substances addictives, de l'autre ceux de l'industrie pharmaceutique peuvent nous vendre les moyens d'y pallier, comme le coupe-faim Mediator… Partout où il y a du profit, les bourgeois sont heureux, qu'importe s'il est tiré du malheur des gens.

Les bourgeois détruisent également la vie de celles et ceux qui sont exploités pour produire leur poison. Les quelques 690 salariés ont appris le 26 novembre qu'ils allaient tous être licenciés. Le scénario, on le commence à le connaître, 18 mois avant la direction faisait croire qu'elle allait réussir à sauver les emplois si tout les employés faisaient des sacrifices : « le plan Renaissance nous promettait la préservation de l'emploi et beaucoup de personnes ont accepté de déménager avec des démissions de postes des conjoints, changements d'école pour les enfants, pour rester chez Servier ».

Les paroles des patrons sont écrites sur l'eau, il ne faut jamais leur faire confiance. Comme d'habitude, les mensonges sont les mêmes, la sainte « concurrence internationale » est brandie.

Résultat : 600 personnes, majoritairement des femmes, et leur famille désemparées, humiliées. Le 2 février, ils on presque tous fait grève et ont manifesté.

Servier détruit les vies des consommateurs et de ses salariés.

Lafarge en lutte !

Lafarge la collabo, ses patrons pétainistes ont largement abreuvé les allemands en ciment pendant l'occupation, notamment pour la construction du mur de l'Atlantique. En septembre 1944, avec la libération commencent 3 années de mises sous séquestres et de contrôle ouvrier, ça n'a pas duré plus longtemps car la France reste dans le camps des capitalistes, où la justice n'est pas de mise.

Aujourd'hui, le groupe est la première multinationale en matière de production de ciment, en France 4500 personnes travaillent pour celui-ci sur près de 400 sites. Récemment, les dirigeants ont décidé de transformer les sites de La Couronne et du Havre en station de broyage, dont la conséquence serait la suppression de 200 postes d'ici 2017.

Début février, les ouvriers se sont réunis en assemblées générales ont lancé la mobilisation qui continue encore tout au long du mois de février et pendant que ces lignes sont écrites. Des carrières sont bloquées, des rassemblement ont lieu, la grève a lieu sur l'ensemble du pays, principalement sur les deux sites concernés.

On ne sait pas vous mais on a l'impression qu'une occasion a été loupée en 1944, celle d'aligner les patrons et actionnaires de Lafarge contre le mur tant que le peuple avait encore les armes. Mais il n'est jamais trop tard pour en couler quelques uns dans le ciment, non ? ★



Contre la loi Travail
Les confédérations sont à la rue...

Mais on rêve debout, alors que jamais en France depuis des décennies il n'y a eu autant d'appels à la mobilisation générale, les confédérations ressortent d'une reunion de plusieurs heures avec pour seule missile, une lettre demandant l'arrêt des démarches engagées par un gouvernement qui a d'ores et déjà annoncé qu'il ne reculera pas!!!!

Et il y a pire, certaines organisations indiquent de suite que pour eux quelques aménagements pourront suffire à les calmer (faudrait-il déjà qu'elles soient énervées…) le gouvernement va donc retirer deux ou trois bricoles pour satisfaire a ceux qui annoncent, qu'il faut une réforme du code du travail….

Mais, NOUS la base, celle qui a morflé et qui morfle tous les jours, n'allons pas les attendre car il ne se passera rien c'est une certitude, cest à nous qu'il appartient de mettre dans la rue celles et ceux qui n'en peuvent plus d'attendre, voir et entendre de telles inepties dans les médias qui indiquent et matraquent sans cesse que les patrons ont besoinde plus de flexibilité pour pouvoir embaucher, nous n'en pouvons plus de ces discours!!!

Jamais le monde du travail dans son ensemble n'a été aussi malmené mais jamais les syndicats n'ont été aussi endormis…

Des millions de français, s'aperçoivent bien de la réalité, le patronnat a obtenu des milliards d'allègements et pas un seul emploi, en face au contraire des centaines de milliers de destructions d'emplois et pour ceux qui viennent relever la tête les tribunaux, la prison….

Partout en France la colère gronde, pas une colère de surface une vraie colère, nous avons entamé un tour de France des comités de soutien aux 8 de goodyear, le demande est concrète il faut stopper immédiatement ce carnage contre le monde du travail…

Ceux qui veulent nos peaux sont eux déterminés à y arriver et nous devrions attendre encore et toujours???

Eux ils n'attendent pas, ils tapent très fort, mettent des salariés en tôle, Ca c'est du concret…

Ce n'est pas suffisant pour appeler à une mobilisatîon générale

Faut il attendre les pelotons d'exécutions pour se dire, oui là c'est grave

Mais bien-sùr que non, la France du travail a des fourmis dans les jambes, elle a envie de se mettre en marche pour démontrer que nous sommes bien plus nombreux que ceux qui veulent que notre pays entre dans le mouvement mondial ou une poignée décidera de tout pour nous…

Les discours qui disent que nous n'avons pas le choix, que le modèle est celui du libéralisme, que la France est archaïque, ses syndicats et salariés aussi, qu'il faut accepter la réalité, le monde est celui de la finance, mais allons nous les laisser nous imposer ce monde de "merde", cela n'a que largement trop duré

Nous, dans les comités de soutien partout en France (plus de mille à ce jour) nous allons faire, nous allons la mettre dans la rue cette France qui crève, nous n'allons pas attendre les promesses des candidats pour 2017 pour croire à un avenir meilleur…

La rue et le tous ensemble est la seule chose qui les fera faire marche arrière, nous avons le devoir de nous mobiliser tous ensemble au même moment et au même E ndroit….

Depuis des mois la colère monte et elle s'exprime dans chaque corporation, chez les jeunes qui eux aussi saturent de constater qu'ils vont être les destinataires d'un paquet cadeau empoisonné, les chômeurs que l'on pointe du doigt comme les responsables de cette situation, les retraités qui depuis des années subissent un acharnement inouï (des centaines de milliers survivent avec une misère) et il ne seraitas le temps que de faire un bilan

Mais on nous prend pour des cons, il y a bien longtemps que le bilan est fait, ceux qui nous attaquent veulent nous détruire, c'est une guerre contre le monde du travail…

Si les confédérations en sont encore à faire un bilan, les français crèvent chaque jour et ça c'est du concret!!!

Bien-sûr certains ont peur de perdre des places à la présidence de grands organismes, des places en or dans des conseils d'administration, des co-gestions à haut niveau, mais NOUS, nous les français ceux qui chaque jour se battent, ceux qui aujourd'hui sont condamnés,



ceux qui demandent depuis des années une vraie réaction, une mobilisation massive et de rassemblements, qu'avons nous à perdre si ce n'est plus rien

Les confédérations par leur mutisme total pendant des années ont permis des reculs sociaux sans précédents dans notre histoire, ceux qui pendant de gros conflits signent des accords pour casser la dynamique de mobilisation, les réformistes qui aujourd'hui sont mis en avant comme les syndicalistes responsables, nous n'attendons rien d'eux!!!

la CGT n'a pas besoin de l'union des syndicats pour agir mais de l'union des français!!!!

L'union des français est non seulement VITALE mais également largement demandée, de quoi aurions nous peur, d'un échec?

Partout où les salariés s'unissent pour refuser la régression sociale il y a de très bellesvictoires, celles dont on ne parle jamais ou très peu, celles qui démontrent qu'en se mobilisant ensemble on peu les faire reculer et même obtenir des avancées….

Nous serons aux côtés de notre camarade Philippe Martinez ce lundi 29 février 2016, nous lui proposerons la mise en œuvre urgente d'une mobilisation de celles et ceux qui comme nous veulent stopper la casse sociale dans notre pays et exigent plus de droits et libertés pour les millions de victime de la politique au service de l'ultra libéralisme!!!!

Pas besoin de 2 réunions pour la mise en place d'un appel a une action massive, renouvelable, nous avons le devoir d'agir, il y a urgence à nous mobiliser tous ensemble, urgence à stopper la destruction de nos droits obtenus par le sacrifice de milliers de camarades qui eux N 'ont jamais hésité à aller chercher des droits, ce qui a été possible en 36 l'est toujours, la colère est énorme, l'envie de lutte aussi, mais les français ne veulent plus de luttes dispersées qui laissent croire que nous ne pouvons pas les faire plier, NOUS POUVONS les faire plier, alors place à l'action reconductible et du tous ensemble!!!!

La CGT GOODYEAR ★



Et un peu partout, ça bouge!

Depuis le 9 mars, la mobilisation contre la loi Travail s'organise. Impulsée par la base le 9 mars, de nombreux travailleurs et travailleuses ont également participé à la journée du 17 mars, pourtant appelée par les syndicats lycéens et étudiants.

La base pousse et on entend un peu partout les critiques à l'encontre des directions des grandes centrales de ne pas mobiliser d'avantage et d'appeler à des journées d'action plus régulières pour pouvoir construire un véritable rapport de force pouvant ouvrir la voie à la grève générale interprofessionnelle.

Même dans les cortèges syndicaux, les demandes pour impulser des actions de blocage sont de plus en plus nombreuses. Il y a encore trop de permanents, responsables et autres « têtes » syndicales qui ont peur de ce qu'ils appellent les « débordements ». Nous on appelle ça la juste colère des masses. Mais il y a heureusement des syndicalistes sincères, honnêtes qui poussent à la construction d'un vrai mouvement d'ampleur et offensif. Cette lutte de ligne, on la retrouve dans toutes les composantes du mouvement.

Il y a aussi toute une partie de la population qui soutient mais ne participe pas, pour diverses raisons.

De l'autre côté, celui du PS/MEDEF/ syndicats jaunes/etc., le message a éré très clair : les flics étaient présents en masse dans les manifestations et il y a eu de nombreuses arrestations. A noter également plusieurs blessés, surtout du côté manifestant pour l'instant.

Quelques actions de blocages ont été réalisées, quelques actions également contre les banques, les locaux PS, les commissariats et autres symboles du patronat. Dans plusieurs villes, les flics en ont mangé un peu. C'est de ça dont ils ont peur, une mobilisation offensive qui s'attaque au pouvoir, même si ce n'est de manière symbolique et limitée pour l'instant.

Nous devons avoir en tête que ce mouvement ne fait que commencer et que la principale des choses à faire est de continuer le début.



Dossier 8 mars
Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

Une oppression supplémentaire, une raison de plus d'être révolutionnaire !

Pour la Journée Internationale des Femmes du 8 mars nous avons décidé de faire un dossier avec de nombreux documents sur les luttes des femmes à travers le monde. Ces documents sont des communiqués d'organisations féministes prolétariennes révolutionnaires mais aussi des documents historiques.

Historiquement la Journée Internationale des Femmes a été créé grâce aux efforts de Clara Zetkin auprès du mouvement socialiste international au début du 20ème siècle. La première fois que la date fut fixée au 8 mars, ce fut avec la Révolution russe. Cette journée est une journée rendant hommage aux luttes des femmes dans le monde pour leur émancipation, une lutte qui est liée à l'émancipation de l'humanité toute entière, une lutte qui ne peut qu'être révolutionnaire pour être conséquente.

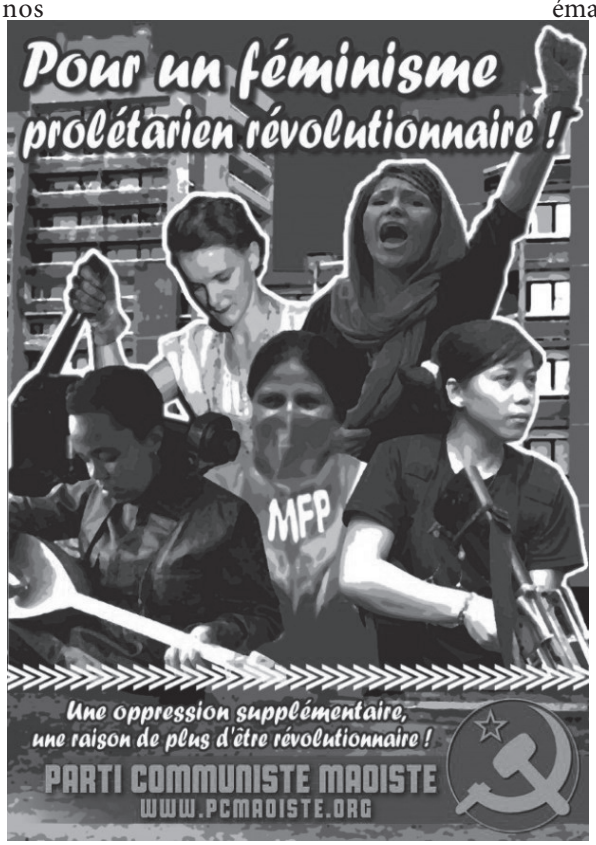


France - Parti Communiste maoïste
Pour un féminisme prolétarien révolutionnaire !

Nous les femmes dans le monde actuel nous sommes encore harcelées sexuellement (dans la rue et au travail) ; violées, battues et violentées par nos conjoints, par nos proches par nos patrons ; parfois sans oser déclarer nos violeurs puisque c'est forcément « notre faute » ; notre corps est réduit à l'état de marchandise ; nous connaissons le travail non rémunéré, le travail domestique ; pour un travail égal, nos salaires ne le sont pas. Le patriarcat est né avec la société de classe, celui-ci opprime aussi bien dans les pays semi-coloniaux semi-féodaux avec les traditions féodales que dans les pays impérialistes modernes avec l'exploitation capitaliste et la transformation du corps en marchandise.

D'Inde en Turquie, d'Allemagne en Italie, et à travers tous les pays, les femmes du monde entier défilent dans les rues pour le 8 mars. Mais toutes ne le font pas pour les mêmes raisons. Beaucoup mettent en avant la question de l'égalité, ce qui est juste dans le fond. Mais beaucoup d'organisations de femmes, d'associations et d'organisations et de partis politiques en restent là. Pour nous, la question du féminisme ne peut se détacher de la lutte de classe, puisque se sont les femmes des classes opprimées qui subissent la double exploitation et qui payent la facture lourdement. Ce sont elles qui militent individuellement et collectivement, en silence et à haute voix en risquant leur vie pour leur combat et pour leurs rêves d'émancipation.

Les intérêts des femmes ne sont pas unis. Il est clair que les intérêts de la ministre du Travail El Khomri et ceux des travailleuses sont diamétralement opposés. Il est impossible de se retrouver dans les mêmes combats, dans les mêmes luttes. L'une détruit les conditions de vie des autres. Il en va de même pour les patronnes, l'une s'enrichit sur le dos des autres. Il y a des intérêts inconciliables.



Les travailleuses, les ouvrières, les prolétaires ont en revanche toutes des intérêts communs. D'une part contre l'oppression capitaliste, qui fait que comme tous les autres prolétaires notre force de travail (très mal rémunérée ou non rémunérée) est exploitée pour créer la plus-value qui enrichit les patrons, les banques, les actionnaires, en bref le Capital, et d'autre part contre l'oppression patriarcale, qui fait qu'en tant que femmes, nous n'avons pas la même place dans la société que les hommes.

Cette double oppression fait que nous avons une raison supplémentaire d'être révolutionnaires, main dans la main avec les hommes de notre classe puisqu'il n'y a pas d'émancipation de société sans émancipation des femmes et pas d'émancipation des femmes sans émancipation de la société !

Faire la liste de tout ce que nous subissons au quotidien serait trop long. Mais nous devons prendre conscience que nous sommes doublement exploitées, manipulées par l'idéologie de système capitaliste réactionnaire et patriarcal et sa propagande qui nous drogue.

Nous devons prendre conscience de notre situation, de notre force, de notre pouvoir, de nos capacités afin de les organiser et les mettre au service de la révolution. Ce n'est que par ce biais là que nous pourrons sortir de nos conditions d'esclaves modernes.

Nous devons assumer pleinement notre rôle dans la construction du Parti Communiste de type nouveau, le Parti Communiste maoïste, afin qu'il devienne notre outil pour notre libération au travers de la révolution. Nous mènerons la lutte jusqu'au bout, aux côtés des opprimés et exploités du monde entier.

Dans de nombreux pays, les femmes reprennent leurs affaires en main, comme en Inde où elles constituent près de la moitié des forces de guérilla qui mènent la Guerre Populaire ; en Italie, où grâce au Mouvement Féministe Prolétarien Révolutionnaire, une 2ème grève des femmes est en train de se développer ; au Canada où le Front Féministe Prolétarien Révolutionnaire s'étend dans le pays ; en Allemagne et en Autriche où autour des Comités des Femmes Rouges se regroupent les féministes prolétariennes révolutionnaires ; etc., etc.

A nous de prendre notre place dans le mouvement révolutionnaire !

Nous ne voulons pas aménager le système, nous voulons le détruire pour en construire un nouveau !

A bas le capitalisme et le patriarcat !

Vive l'unité des travailleuses et ouvrières !

Vive le féminisme prolétarien révolutionnaire !

Italie - Mouvement Féministe Prolétarien Révolutionnaire

Une nouvelle grève des femmes !

La condition des travailleuses, les plus exploitées, est ignorée, personne n'en parle, au mieux quelques statistiques dans le journal, ou quelques enquêtes vociférantes qui ne restent que comme des "scoop" (habituellement, les travailleuses doivent mourir pour apparaître dans les journaux). Pourtant les travailleuses souffrent d'attaques sans précédent, elles sont les premières victimes de la politique des patrons, le Jobs Act du gouvernement Renzi.

Mais cela ne doit pas être dit parce que leur situation, faites d'attaques sur leurs conditions de travail, de discriminations jusqu'au harcèlement sexuel, dévoile le système d'exploitation et d'oppression tout entier sur le lieu de travail à l'extérieur.

Même les syndicats officiels sont silencieux ou ne parlent que lorsqu'une situation éclate, tragiquement, comme celle des travailleuses l'été dernier, ils n'organisent pas les luttes mais, au contraire, les empêchent. La Fiom (syndicat de la métallurgie), au mieux, publie quelques fois des enquêtes intéressantes mais ils freinent ensuite les travailleuses qui se mobilisent, comme le Sata Melfi, et font de la question de la dignité rien d'autre qu'un simple point de leur agenda inutile.

Mais les travailleuses en ont assez de tout ça !

Les travailleuses de Sata à Melfi, comme dans les autres usines de FCA (Fiat Chrysler Automobiles), sont fatiguées après des heures de travail, épuisées par la fatigue. Elles doivent choisir entre aller aux toilettes, où elles doivent se dépêcher même lorsqu'elles ont leurs règles, ou manger un sandwich, dans les courtes pauses de 10 minutes. Les changements d'équipe stressants, les rythmes et les charges de travail sont aussi des attaques contre leur santé reproductive. Les systèmes ultra-modernes qui intensifient le travail, adoptés par Marchionne (la méthode « Ergo UAS »), ont apporté aux travailleuses la condition d'un nouveau Moyenne-Âge. Et finalement elles sont offensées, humiliées, quand elles demandent un nouveau bleu de travail pour éviter l'embarras des tâches de sang des périodes de menstruation. Quand elles sortent éreintées de l'usine, pendant leurs jours de repos – disent les travailleuses – elles ne peuvent pas se reposer, parce qu'à la maison, elles font les corvées ménagères, s'occupent des enfants, etc.

Les travailleuses disent "Nous sommes les esclaves du troisième millénaire." Elles sont payées à peine plus de 20 euros par jour, pour 10 ou 12h de travail, et même 15 heures dans les entrepôts. Elles travaillent au noir ou signent des faux chèque de paiement, font des travaux épuisants, sont debout sous des tentes alors que l'été la chaleur atteint les 50 degrés, respirent des produits toxiques, sont penchées pendant des heures et des heures. Elles sont sélectionnées comme esclaves par des recruteurs illégaux et par des formes plus modernes et « légales » d'emploi comme les agences d'intérim, pour la plus-value des grandes entreprises. Elles doivent travailler sous les yeux d'un « kapo » qui décide de quand elles peuvent aller pisser derrière un arbre. Les plus jeunes d'entre elles subissent aussi le harcèlement sexuel, le harcèlement et sont violentées par les contre-maîtres et patrons. Et, à la fin, elles meurent de fatiguent comme Paulo et d'autres l'été dernier.

Les travailleuses de Coop (Coopérative italienne de grande distribution) sont toujours sous menace d'être licenciées, avec des salaires toujours plus bas, elles n'ont même pas le droit d'être malades. Elles subissent le chantage, le harcèlement et sont forcées de travailler à des rythmes inhumains pour des entreprises qui font des millions de ventes, elles sont toujours engueulées et menacées de mutation comme punition. Les mères travailleuses sont discriminées et laissées à la maison sans paye quand elles ne sont plus utiles (coupable d'avoir un jeune enfant). Quand les femmes se révoltent, elles sont harcelées sexuellement puis virées (comme les travailleuses de la Coop Yoox Mr Job Logistics à Bologne).

Il y a les travailleuses du nettoyage ultra-précaires, du Nord au Sud, toujours sous la menace d'être virées par les sous-traitants à bas prix, qui travaillent quelques heures pour des salaires encore plus bas et souvent même pas payées.

Et il y a le dernier "anneau de la chaîne", les migrantes travaillant comme "esclaves des déchets", comme à Monselice (Padua), virées par la Coop pour avoir protesté contre les conditions de travail inhumaines. Des femmes marocaines, pliées 8 heures à la chasse des plastiques recyclables. Un business vert basé sur l'exploitation sans limite des femmes migrantes. Elles doivent aussi endurer les insultes racistes et un brutal chantage.

Et ainsi de suite…

Ce sont juste quelques exemples de la condition des travailleuses, auxquelles les patrons, sous transnationaux, imposent un « Moyen-Âge des temps modernes ». Chaque jour montre l'entrelacement des attaques de classe et des sales attaques contre les femmes en tant que femmes. Une condition qui ne laisse pas respirer, à cause du fardeau, la situation de chantage sur le lieu de travail est ramenée à la maison et là il y a la charge des problèmes de la maternité, de s'occuper des enfants, du manque de services sociaux qui à leur tour pèsent comme de lourds poids sur les conditions et opportunités de travail des femmes.

Une condition que le gouvernement de Renzi a aggravé doublement : premièrement avec le Jobs Act, la précarité



Info: 8marzoscioperodonne@autistiche.org - mfpr.naz@gmail.com

pour toute la vie a été institutionnalisée, en même temps que la liberté de licencier qui affecte en premier les femmes, souvent à cause de la maternité, ensuite, avec la misère des primes, le manque de service sociaux qui se retrouve déchargé encore une fois sur les femmes.

Mais dans certaines des situations que nous avons mentionné, il y a aussi quelque chose d'autre. Il y a la rébellion, telles que les luttes, les règles, les manifestations de travailleuses : la bataille contre les cols blancs des travailleuses à Melfi, la courageuse résistance des travailleuses, la manifestation des travailleuses à Bologne contre les licenciements et les porcs de patrons, la forte lutte des femmes immigrées.

Mais celle-ci et beaucoup d'autres luttes des femmes n'ont pas encore gagné.

Les luttes des travailleuses, de celles les plus exploitées, ne sortent pas de l'isolement, les travailleuses ne sont pas unies, pas auto-organisées dans une bataille nationale qui doit mettre en avant fortement la condition des femmes, la double exploitation et oppression qu'il y a dans chaque lutte mais qui traverse les luttes seules, parce qu'elle requiert un changement à 360 degré.

La grève des femmes est l'arme que nous avons et que nous devons utiliser !

La situation objective montre des milliers de faits qu'il est temps de dire "Assez ! ", il est temps pour une nouvelle forte grève des femmes. Pourtant, il n'y a pas la conscience subjective adéquate, mais nous devons commencer.

Cette grève des femmes, la seconde après celle du 25 novembre 2013, a à son centre les travailleuses, les ouvrières les plus exploitées et opprimées. Que toutes les autres femmes puissent la rejoindre !

Premièrement, les travailleuses dans les écoles ont fait une grand lutte et étaient nombreuses dans la grève de 2013, elles étaient 12 000 à rejoindre la grève.

Mais les travailleuses des usines, de la campagne, des lieux de travail au noir, les immigrées réduites à l'esclavage, sont celles qui montrent l'étendue d'où vient le Moyen-Âge moderne du système capitaliste qui prend et détruit toutes les vies, à 360 degré et qui est le chef du chauvinisme et sexisme masculin institutionnalisé et organisé.

Pour le 8 mars nous commençons la marche de la grève des femmes. Cela doit continuer après le 8 mars, pour devenir progressivement plus grand et s'étendre partout. Construisons ensemble, avec la grève, un réseau de travailleuses, de luttes et une plate-forme d'en bas.

Mouvement Féministe Prolétarien Révolutionnaire

Travailleuses des Slai Cobas pour un syndicat de classe



Canada - Front Féministe Prolétaren

Les avancées du Front Féministe Prolétarien

Dans le mouvement des femmes, le FFPR propose un débouché pour donner un nouvel élan au mouvement. Nous voulons faire mentir les propos de la sociologue américaine Barbara Epstein qui dit : « Le féminisme d'aujourd'hui est plus une idée qu'un mouvement, mouvement auquel il manque désormais la qualité de visionnaire. »

Au Canada tout se passe dans le mouvement des femmes comme si nous avions toutes obtenu cette égalité et cette liberté réclamées. Même si le premier Ministre Justin Trudeau,

a choisi la parité homme/femme pour son cabinet, ça n'empêche pas les conditions de vie des prolétaires de se détériorer. L'augmentation de la nourriture sans indexation des revenus, accompagnée des mesures d'austérité du gouvernement Couillard, ne sont que la pointe de l'iceberg de cette détérioration.

Nous pensons que l'essoufflement du mouvement féministe et la morosité des masses qui se désintéressent des luttes politiques, proviennent de la négation des classes dans notre culture

qui se traduit par une absence de « conscience de classe » chez les prolétaires. Le mouvement féministe historique, de tendance bourgeoise s'est toujours considéré comme « uni-classiste ». Les femmes bourgeoises ont eu le leadership dans le mouvement, niant l'existence des classes sociales au sein du mouvement des femmes et accusé les féministes marxistes de diviser le mouvement avec la lutte de classe, croyant que la force du nombre

aiderait à faire changer les choses par des réformes qui ne remettaient pas en question, ou si peu le système capitaliste. Le résultat, a eu le défaut de ne libérer que les femmes qui ont

réussi dans le système capitaliste : celles,

par exemple qui réussissent à se hisser à la tête de partis politiques ou d'empires financiers comme Wal-Mart, la Banque Laurentienne, la Financière Sun Life, la Fédération des Chambres de Commerces et des Caisses Populaires Desjardins. La libération de l'ensemble des femmes est loin d'être atteinte.

Dans notre société, il existe une division entre les intérêts de ceux et celles qui possèdent la richesse et d'un autre côté, ceux et celles qui n'ont rien ou si peu… et qui doivent comme

on dit, « gagner leur vie » avec des emplois de crève-faim ou sans emploi du tout. C'est pourquoi, quand on parle des prolétaires, nous ciblons : les femmes autochtones, les travailleuses domestiques, les travailleuses au salaire minimum, les immigrantes, les femmes

monoparentales, les étudiantes et retraitées pauvres.

Comme nous croyons que les intérêts des deux classes principales sont irréconciliables et que la libération des femmes passe par l'émancipation politique, nous voulons relever le défi de

nous unir sur la base de notre classe par et dans la lutte politique. Nous proposons donc, une stratégie en cinq points, dans le Manifeste pour un mouvement féminisme prolétarien révolutionnaire.

D'abord, nous nous unirons sur la base de notre oppression plutôt que sur l'unique fait que nous soyons nées femme, ce qui nous l'espérons, permettrait davantage de défendre nos intérêts.

Voici donc les 5 points du Manifeste :

1. Nous sommes unies par notre condition de prolétaires.

2. Nous luttons pour la libération des femmes… et contre toutes les oppressions.

3. Nous luttons contre le capitalisme et contre les rapports sociaux qui en découlent.

4. Nous voulons nous unir au côté des hommes de notre classe tout en luttant contre les comportements sexistes.

5. Nous serons à l'avant-plan dans la lutte politique générale contre le capitalisme et pour transformer la société.

Toute l'année, nous ferons campagne pour unir des femmes sur la base de nos 5 points et construire un contingent dans la manifestation de la Journée internationale des Femmes.

Construisons ensemble le Front féministe prolétarien à Montréal !



Allemagne/Autriche - Comités des Femmes Rouges de Hambourg et Vienne

Vers le 8 mars ! Combattons l'impérialisme et le patriarcat !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Dans les rues pour le 8 mars ! Combattons le patriarcat et l'impérialisme !

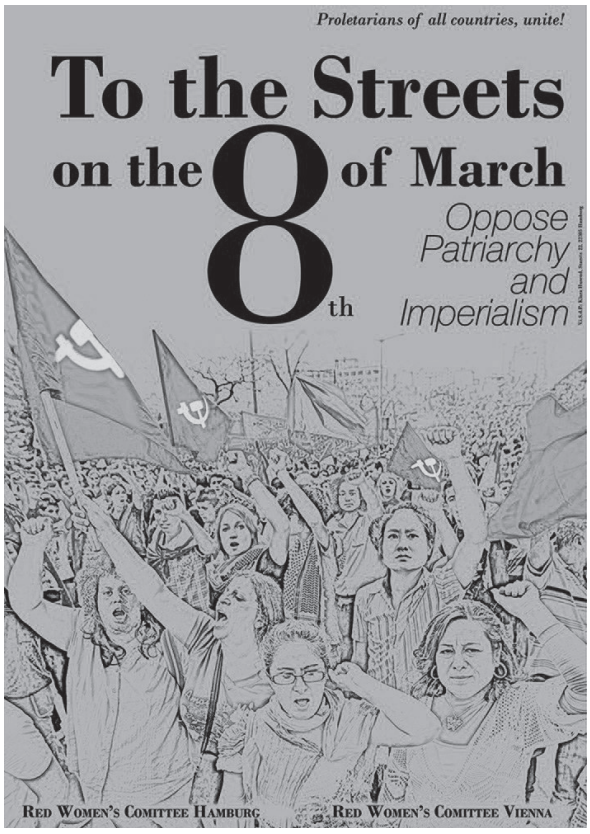
Nous, les Comités des Femmes Rouges (Red Women's Committees) d'Hambourg et de Vienne, appelons toutes les forces révolutionnaires et progressistes, les activistes du mouvement des femmes, les femmes en générale et les femmes de la classe ouvrière en particulier, à une célébration puissante du 8 mars, la Journée Internationale des Femmes. Nous voulons que cette année, le 8 mars laisse une marque en montrant le mouvement des femmes révolutionnaires grandissant en ascension. Le 8 mars est un jour de lutte spécial, un jour durant lequel les femmes à travers le monde élèvent leurs voix contre le patriarcat et montrent leur dévouement à combattre pour leur émancipation dans les rues. C'est une nécessité urgente pour le développement du mouvement communiste et du mouvement révolutionnaire en général de briser toutes les positions voyant l'oppression des femmes comme une « contradiction politique secondaire » ou voyant tous les féminismes comme « petit-bourgeois ». Les femmes de la classe ouvrière souffrent d'une double oppression, l'oppression comme partie du prolétariat est rejointe par l'oppression du patriarcat. Les femmes de la classe ouvrière ne sont pas seulement exploitées par l'esclavage salarié mais aussi par l'esclavage à travers le patriarcat. Une politique communiste et révolutionnaire ne mérite son nom seulement quand elle est l'expression des intérêts des plus opprimés et des plus exploités, selon cela aucun pouvoir communiste et révolutionnaire ne peut nier le rôle spécial

et la signification de la mobilisation, de la politisation et de l'organisation des femmes, en particulier des femmes de la classe ouvrière, sans se démasquer eux-même comme charlatans. Celles et ceux qui, dans le « milieu de gauche », réduisent le combat contre le patriarcat à un combat contre le « sexisme » n'ont rien compris à la position du marxisme et en pensant qu'il est suffisant d'utiliser des règles de conduites qui disent que tant qu'un homme ne regarde par de porno ou ne bat pas de femmes, tout est en ordre et la femme est « égale », ils et elles prennent en fait la défense du patriarcat, deviennent ses apologistes à l'intérieur du mouvement révolutionnaire.

Pour servir le développement du mouvement des femmes conscient de la lutte des classes, il est nécessaire de tracer une ligne de démarcation entre le féminisme bourgeois, petit-bourgeois et prolétarien, pour renforcer ce dernier et encourager les femmes de la classe ouvrière à prendre leur rôle en première ligne de la guerre de classes.

Nous ne serons pas divisées : le féminisme bourgeois c'est le chauvinisme impérialiste !

Les impérialistes, c'est-à-dire les dirigeants en RFA (République Fédérale Allemande) et en Autriche, utilisent la soit-disant « crise des réfugiés » pour pratiquer une cynique double politique : d'un côté ils essaient de diviser davantage la classe ouvrière et utilisent les travailleurs étrangers pour faire reculer les travailleurs natifs, en bref, pour intensifier l'exploitation de la classe ouvrière toute entière et établir dans certaines parties un mouvement de masse fasciste sur ce terrain. Dans ce jeu malicieux, ils utilisent tous les moyens, en particulier le féminisme bourgeois ces derniers temps. Le « scandale » du nouvel an à Cologne a déchaîné les institutions étatiques de la RFA, et le tollé qui a suivi à l'intérieur du camps bourgeois et petit-bourgeois, suggérant que le patriarcat est un problème particulier des hommes du tiers monde. Dans les pays « civilisés » comme la RFA et l'Autriche, la femme est « égale ». Les assauts devraient être un « problème culturel, etc. », et en conclusion rien d'autre qu'un « choc des civilisations » que les impérialistes yankee ont propagé au début des années 1990 comme « justification » pour leur agression impérialiste contre le peuple arabe. Nous, femmes révolutionnaires, en tant que féministes prolétariennes, condamnons cette tentative hideuse d'agiter les masses des femmes contre une autre partie des masses opprimées. L'existence de positions et d'attitudes semi-féodales ultra-réactionnaires à l'intérieur de la majorité absolue des migrants du tiers monde n'est pas un secret pour nous et reflète la condition semi-coloniale et semi-féodale de leurs pays d'origine. En aucune façon cela ne saurait être une justification pour répandre le chauvinisme impérialiste. Les hommes du tiers monde sont plein d'idéologie patriarcale et c'est la même chose pour les hommes des pays impérialistes. Dénoncer l'un et le caricaturer comme un violeur pervers et l'autre comme un civilisé bienfaiteur, signifie simplement servir l'agression impérialiste et n'est rien d'autre que du féminisme bourgeois. Les nations impérialistes sont celles qui tiennent les nations du tiers monde en esclavage, elles en sucent le sang à travers le capitalisme bureaucratique et les tiennent subjuguées à des conditions semi-féodales et semi-coloniales et cela est assez pour rejeter tout droit de jugement moral des nations impérialistes concernant les populations de là bas. Nous combattons pour l'unité des opprimés et ne serons pas divisés et ainsi nous n'avons rien en commun avec le féminisme bourgeois.



Combattre l'idéalisme : ce n'est pas assez qu'une femme prenne un fusil, le but doit être le communisme, de cette façon nous pouvons atteindre l'émancipation !

L'origine de l'oppression de la femme repose dans la société de classes, la propriété privée et peut disparaître seulement avec la propriété privé, c'est-à-dire dans le communisme. Selon ça, le combat pour une véritable émancipation des femmes est liée de manière inséparable au combat pour le communisme. L'oppression des femmes est le résultat d'une cause matérielle, toute la pourriture patriarcale avec toutes ses expressions, qu'elles soient religieuses, culturelles, sociales, etc. ne sont pas quelque chose tombé du ciel mais ont leur base matérielle. Le contraire est clamé par le féminisme petit-bourgeois et bourgeois, pour eux le problème est principalement de caractère idéologique et culturel ; peu importe quelle finesse linguistique dans la tournure de mots qu'ils utilisent pour le couvrir, pour ces personnes le problème est que les hommes « sont diaboliques » – ce qui n'est rien d'autre que de l'idéalisme. Tant que l'idéalisme ne reste qu'une base dans les débats sur le style de vie, il est relativement inoffensif. Mais quand il en vient à dominer les mouvements de lutte, ses effets deviennent dévastateurs.

Dans la société humaine, la révolution n'est pas la transition d'une forme de gouvernement à une autre, la révolution est un acte par lequel une classe renverse la dictature d'une autre et établit la sienne. Parler de « révolution de la femme » à l'intérieur de la société de classe est pur idéalisme « au mieux », une arnaque autrement. Dans le panorama humain actuel, les humains sont divisés par classe plus que par sexe. Toutes les femmes ne peuvent pas se battre ensemble. La vraie lutte pour la libération ne peut être combattue que par les filles du peuple, unies avec le prolétariat et sous la direction de son avant-garde, cela s'applique à toutes les révolutions et à tous les pays. Cela devient encore plus clair quand nous nous souvenons que nous sommes à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne et que la bourgeoisie est incompétente pour exécuter les tâches de la révolution

démocratique. Les idéalistes peuvent parler à propos d'une « révolution » dans le monde actuel qui ne soit pas dirigée par le prolétariat, les marxistes ne peuvent pas.

Malgré le grand héroïsme et l'admirable volonté de faire des sacrifices pour lesquels les femmes aujourd'hui prennent les fusils et se battent, pour renforcer leurs propres structures, cela ne va pas mener à autre chose que l'évolution des formes de l'oppression patriarcale, aussi longtemps que cela ne fait pas partie d'une véritable révolution démocratique ou socialiste, lesquelles toutes les deux ne sont possibles que sous la direction du prolétariat, ce qui prend une forme concrète dans le parti communiste.

Le féminisme prolétarien est une ligne de démarcation entre le révisionnisme et le marxisme et par conséquent une arme dans la lutte pour la reconstitution des Partis Communistes.

Le révisionnisme a détruit les Partis Communistes en Europe sans exception. Les communistes combattent pour reconstituer leurs partis, pour initier leur reconstruction, pour initier la plus haute forme de la lutte de classe, comme partie et au service de la révolution prolétarienne mondiale. Les femmes de la classe ouvrière ont une impulsion spéciale pour servir cette tâche à tous les niveaux, parce que sans le communisme nous ne pouvons pas nous libérer nous même de la double oppression. Sans un véritable Parti Communiste il est impossible de développer la lutte menant à l'émancipation. Comme femmes révolutionnaires nous avons deux fois raison de combattre pour la reconstruction du Parti Communiste.

Nous avons besoin des Partis Communistes de type nouveau, des partis marxiste-léniniste-maoïstes, qui se militarisent eux-mêmes à travers l'action et appliquent la guerre populaire dans tous les pays selon les conditions concrètes de la révolution. De tels partis reconnaissent le féminisme prolétarien comme partie de l'idéologie du prolétariat, le marxisme-léninisme-maoïsme, principalement maoïsme. De tels partis mesurent leur succès en grande partie du moment où ils génèrent des activistes féminines, des combattantes et militantes, des cadres et dirigeantes en eur sein, qui ne sont pas là pour la décoration mais pour prendre leur responsabilité pour le développement entier du mouvement révolutionnaire. De tels partis ne sont pas là pour donner une bonne conscience aux petits-bourgeois, ce ne sont pas non plus des gangs posant en héros sur facebook, aimant se présenter comme des chefs de tribus. De tels partis sont des sections combattantes du prolétariat international ; un détachement, une avant-garde de la classe.

Sans l'émancipation des femmes, l'émancipation de l'humanité ne sera pas. Sans la lutte des femmes avec la conscience de classe nous n'aurons pas de révolution. Sans les femmes communistes en formation, les Partis Communistes ne se reconstitueront pas en tant que tels. La « question des droits des femmes » est un sujet mineur. Le rôle des femmes dans la révolution est crucial dans la lutte pour le communisme. Dans cet esprit :

Dans les rues le 8 mars !

Combattons le patriarcat et l'impérialisme !

A bas le féminisme bourgeois et le chauvinisme impérialiste !

Féminisme prolétarien pour le communisme !

Chine - mars 1972
L'émancipation des femmes
*par Liu Yu-Lan**

Pour les 50 ans de la Révolution Culturelle en Chine, nous publions un article qui était paru dans Pékin Information en mars 1972, au plein de milieu de la révolution culturelle, à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes. Ce témoignage est l'un des nombreux concernant la lutte des femmes pendant la Chine populaire pour leur émancipation.

(*La camarade Liu Yu-lan était présidente d'une coopérative agricole de production et secrétaire du Comité de la cellule du Parti d'une brigade de production d'une commune populaire. Elle a assisté à plusieurs conférences des éléments actifs dans l'étude des œuvres du président Mao organisées aux échelons de district, de région administrative spéciale et de province. Elle a assisté en 1969 au IXe Congrès du Parti communiste chinois et a été élue membre du Comité central du Parti. Maintenant âgée de 32 ans, elle est secrétaire du Comité du Parti communiste chinois pour le district de Linsi et sous-secrétaire du Comité du P.C.C. pour la province du Hopei.)

J'ai grandi dans la nouvelle société. Mon pays natal- le village de Tonglieouchankou, district de Linsi, province du Hopei- a été libéré en 1945 lorsque j'avais cinq ans. Nous, les filles, sommes allées en classe tout comme les garçons. Après avoir terminé l'école primaire, j'ai participé au travail agricole et au travail révolutionnaire, animée de l'idéal d'édifier un nouveau village socialiste.

Un bon nombre de simples travailleuses de notre district ont mûri et sont devenues des cadres dirigeants. Aujourd'hui, 30% des cadres du district travaillant dans les départements du Parti et du gouvernement sont des femmes, et beaucoup d'entre elles occupent, à différents échelons, des postes dirigeants importants. Cela montre le statut des femmes dans la Chine nouvelle socialiste. De même que les hommes, les femmes règlent les affaires d'Etat. Elles se sont affranchies sur le plan politique.



Transformation de la société et de la famille

La voie de l'émancipation des femmes, je m'en souviens, n'a pas été une voie sans obstacles. Au début, certaines comprenaient mal les rapports entre l'amélioration de la position des femmes dans la famille et la participation à la lutte de classes dans la société, et elles estimaient que la libération des femmes serait achevée si celles-ci acquerraient le pouvoir dans la famille. A cette fin, elles se sont brouillées avec leur beau-père, leur belle-mère ou leur mari, ce qui affectait les rapports amicaux dans la famille et ne bénéficiait pas de la sympathie publique.

Puis, les organisations du Parti les ont dirigées dans l'étude des enseignements du président Mao relatifs à l'émancipation des femmes. Le président Mao a indiqué dans les années 50 : «Une véritable égalité entre l'homme et la femme n'est réalisable qu'au cours du processus de la transformation socialiste de l'ensemble de la société. » Ce qui a aidé les femmes à élargir leur horizon.

Elles ont compris que pour la libération authentique des femmes, elles doivent avoir en vue toute la société. La famille est une cellule de la société et ce n'est que par la transformation de la société que la famille peut être transformée. Lorsque les femmes auront acquis leur position dans la société, les rapports familiaux pourront changer. L'égalité entre homme et femme pourra donc être réalisée.

En 1955, je me suis engagée dans un travail avec des femmes de mon village. Lorsque, après «en avoir discuté avec les paysans pauvres et moyens-pauvres, nous avons organisé une coopérative agricole de production, j'ai persuadé les femmes de participer au travail productif collectif. A cette époque, certains restaient attachés à la vieille idée selon laquelle «l'homme va partout dans le district, mais la femme reste à la maison » et se montraient peu disposés à laisser les femmes prendre part aux activités sociales.

Il y avait une jeune mariée à qui ses beaux-parents, très sévères, ne permettaient pas d'aller travailler au dehors. J'avais l'habitude d'aller chez eux le soir pour apprendre la couture auprès de leur bru. Profitant de cette occasion, tout en bavardant avec eux, je leur ai expliqué la signification de l'émancipation des femmes. «Ne serait-ce pas merveilleux si les femmes participaient au travail productif collectif et si les hommes et les femmes étaient tous membres de la coopérative sur un pied d'égalité !» leur ai-je dit. La jeune femme était très heureuse d'entendre cela et peu après, elle est allée travailler aux champs et a reçu la même rémunération que les hommes. Ses beaux-parents et son mari ont cessé de s'opposer à sa décision. Ainsi, de plus en plus de femmes ont participé au travail collectif, avec une vigueur croissante.

Pour transformer notre pauvre village, à la terre sablonneuse, une dizaine de femmes et moi avons organisé une équipe de reboisement baptisée «8 Mars». Manquant de jeunes arbres, nous avons dû parcourir des dizaines de lis pour recueillir des graines. En trois ans, nous avons planté plus de 110 000 arbres sur plus de 20 hectares de terres sablonneuses. En 1971, avec les paysans pauvres et moyens-pauvres, les femmes de notre village ont planté plus d'un million d'arbres de bois d'œuvre et d'arbres fruitiers sur une étendue sablonneuse de 220 hectares, triomphant ainsi des tempêtes de sable et assurant d'année en année d'abondantes

récoltes. Dans le passé, le rendement céréalier à l'hectare ne dépassait pas 7,5 quintaux mais l'année dernière, il a été de 49 quintaux. Les idées ont graduellement changé et, quand les femmes participaient à la production collective, on reconnaissait qu'elles étaient aussi capables que les hommes.

Changement dans la position économique

Auparavant, les mères étaient toujours accablées de travaux ménagers. La collectivisation agricole a changé les anciens rapports de production. Au fur et à mesure de la consolidation et du développement de la commune populaire, les organisations de bien-être et de santé publique pour les femmes et les enfants se sont multipliées et améliorées constamment. Citons, par exemple, les services sanitaires pour femmes et enfants, les crèches pendant les grands travaux des champs, les ateliers de moulage et de décorticage mécaniques des grains, et les ateliers de couture qui ont socialisé une partie des travaux ménagers et créé de la sorte des conditions favorables pour la participation des femmes à la production collective.

Les femmes qui prennent part au travail collectif reçoivent une rémunération égale pour un travail égal. Ayant leurs propres revenus, la position économique des femmes a changé et les rapports de famille ont changé en conséquence. Dans la brigade de production de Souentchouang de la commune populaire de Lipotchai, la famille de Lin Kin-lan compte 13 personnes appartenant à quatre générations. Lin Kin-lan, sa belle-sœur et sa mère font partie de la principale force de travail de la famille. Ce qu'elles ont gagné représente une majeure partie des revenus de celle-ci. Ainsi, la coutume de l'ancienne société, lorsque les femmes devaient demander aux hommes l'argent dont elles avaient besoin, a changé. Toutes les dépenses principales de la famille sont décidées par des discussions démocratiques. La nourriture et les vêtements se sont considérablement améliorés ces dernières années. Lin Kin-lan et sa belle-soeur ont proposé de construire quelques nouvelles pièces et tous les membres de la famille y ont consenti. C'est ainsi que la demeure de la famille Lin a été agrandie de huit

Répression avant et pendant la manifestation féministe de Belleville

La veille de la manifestation féministe de Belleville du 6 mars dernier, 2 Camarades du Parti Communiste maoïste ont été arrêtés en train de coller des affiches féministes. Emmenés au poste menottes aux poignets, il sont restés 48h en garde à vue ! Finalement relâchés, il n'y aura pas de suites .

Le lendemain, durant la manifestation, une manifestante s'est faite interpellée. La raison est qu'elle portait un T-shirt de la campagne Boycot-Désinvestissement-Sanction contre l'apartheid de l'Etat d'Israël à l'encontre du peuple palestinien.

L'Etat d'Urgence déchaîne les chiens de garde de la bourgeoisie, faisons front fac à la répression !

nouvelles pièces en briques. Respectant les vieux, prenant soin des jeunes et s'aidant mutuellement, les membres de la famille vivent heureux et en bonne intelligence.

Graduellement, les femmes ont maîtrisé diverses techniques dans la production et deviennent un contingent important sur le front de la production. Partout dans les régions rurales, des femmes sont responsables des pompes, conduisent des tracteurs ou manœuvrent des moulins et des broyeurs. Elles ont également apporté leur contribution aux expériences agricoles. Dans la brigade de production de Peihsingyuan, commune populaire de Hsiapaose, il y a un groupe d'expérimentation agricole composé de 15 femmes, dont la chef est Yang Ai-lien, sous-secrétaire du Comité de la cellule du Parti de la brigade de production et la chef adjoint Lieou Houan-kin, issue d'une famille de paysans pauvres. Toutes deux sont diplômées de l'école primaire et avaient moins de 20 ans lorsque le groupe a été créé en 1967. Elles sont peu instruites, mais elles font preuve de l'esprit de «Yukong qui a déplacé les montagnes». Tout en expérimentant, elles ont élevé leur niveau d'instruction et ont appris les techniques nécessaires. Depuis quelques années, les membres du groupe ont cultivé plus de 30 sortes de bonnes espèces, apportant ainsi une contribution à l'Etat et à la collectivité, ce qui leur a valu l'éloge de tous.

Grandir dans la lutte

Pour acquérir leur émancipation, les femmes doivent avant tout s'intéresser à la lutte politique et y prendre part. Autrefois, sous l'influence des anciennes idées et coutumes, peu de femmes participaient aux activités politiques et leur combativité était relativement faible. Engagées dans la lutte politique pour braver les tempêtes et voir le monde en face, les femmes peuvent mieux comprendre les principes révolutionnaires, élever leur niveau de conscience et accumuler de l'expérience dans la lutte. Beaucoup de femmes, militantes et cadres de notre district, ont grandi au cours de la lutte politique. Citons, par exemple, cinq femmes membres du Comité du Parti de notre district. Hei Yué-tsing, de la nationalité houei, âgée de 37 ans, a guidé, en 1958, les paysans pauvres et moyens pauvres houei dans l'établissement d'une commune populaire, répondant activement à l'appel du président Mao. Une impulsion a ainsi été donnée au développement de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et des Occupations subsidiaires et elle est devenue un excellent cadre. Hsia Sieou-mei, Yang Ai-lien et Yang Sieou-tche, âgées de 21 ou 22 ans, ont mené une lutte résolue au cours de la Grande Révolution culturelle contre les agents de Liou Chao-chi et les mauvais éléments refusant de se rééduquer et ont dénoncé et stigmatisé les crimes qu'ils avaient commis en restaurant le capitalisme dans les régions rurales, défendant ainsi la' ligne révolutionnaire du président Mao.

Quant à moi, j'ai connu aussi nombre de luttes politiques dans mon travail. En 1959, un paysan riche dans notre brigade de production, en collusion avec ceux qui, bien que du Parti, s'étaient engagés dans la voie capitaliste, a coupé et vendu plus d'une centaine de milliers de jeunes arbres plantés par l'équipe féminine de reboisement « 8 Mars», et abattu des porcs et des moutons de la collectivité, sabotant gravement l'économie collective. Avec les paysans pauvres et moyens-pauvres, j'ai lutté contre eux.

Plus tard, j'ai été élue secrétaire du Comité de la cellule du Parti de notre brigade de production. Peu de temps après, les ennemis ont répandu des rumeurs telles que «les arbres ne poussent plus lorsqu'une femme est dirigeante» et «une femme au poste de commandement apporte la malchance», etc. Ils se sont employés à forger de toutes pièces un «réquisitoire» afin de me renverser. A cette époque-là, en étudiant cet enseignement du président Mao: «Qu'est-ce que travailler ? Travailler, c'est lutter » , j'ai eu l'impression que j'en comprenais vraiment le sens. J'ai réalisé qu'ils haïssaient la voie socialiste dans laquelle les paysans

pauvres et moyens-pauvres et moi persistions et non moi seule. J'étais déterminée à continuer à lutter résolument contre eux et, avec le soutien des paysans pauvres et moyens-pauvres, nous avons triomphé. On s'aguerrit au cours de la tempête. Depuis cette lutte, notre brigade de production a mieux accompli ses tâches et j'ai fait moi-même de nouveaux progrès.



Sous pression

Coup de gueule d'un clermontois

C'était un beau matin que le cœur plein d'entrain je sortais de chez moi, une belle journée se profilait à l'horizon. Enfin quoi ! On n'est pas obligé de penser tout le temps aux difficultés que le présent et l'avenir nous réservent, cet avenir que les puissants se sont réservés le droit de choisir pour nous : état d'urgence et montée du fascisme, dégradation des conditions de travail et fins de mois de plus en plus difficiles. Tout cela m'importait guère ce jour-là, c'était une de ces rares journées d'innocence et de bonheur que la vie m'offre jalousement. Que Clermont allait être belle ! Quelle erreur j'ai faite de croire brièvement que ça allait durer ! La réalité m'a très vite rattrapé…

Lorsqu'on relève son courrier, ce ne sont rarement des bonnes nouvelles qui nous tombent sur le coin du nez. C'est un lourd quotidien, usant mais il reste quotidien. Je sais que je dois payer mes impôts, mes factures, mon loyer, EDF, ma taxe d'habitation, le téléphone, internet. C'est éreintant ! Et le vase semble au bord du débordement à chaque seconde, mais je tiens le coup. Je garde patience, cette patience que nous sommes tous tenus de tenir sans quoi les foudres de la colère des bourgeois s'abattront sur nous. Je ne fous pas le feu, je tente tant bien que mal de vivre sans trop me plaindre. Bref, c'est comme ça, la vie ne nous fait pas de cadeau dans le système capitaliste. Les puissants ne veulent de nous que comme de dociles producteurs et consommateurs, des vaches à lait qu'ils traient tous les jours au fruit de notre labeur et de notre faim. Ce sont nos soucis et notre lot quotidiens qui de jour en jour nous blanchissent les cheveux et nous usent le corps.

Mais parfois, le vase déborde. Pire que l'exploitation quotidienne et insupportable, c'est le dédain et le manque de respect dont les représentants de l'ordre bourgeois font preuve à l'encontre de ceux et celles qu'ils dominent, nous, le peuple.

Ces flics qui se pavanent à nos frais, roulant des épaules, prêts à dégainer leurs gadgets de la mort, lorsqu'ils ne sont pas occupés à humilier, tabasser et tuer nos frères et nos sœurs. En plus, on serait tenu de les respecter ces bâtards, ces chiens, décomplexés, qui exhibent fièrement leur laisse et leur crocs. Passons, bien que les dents se serrent et que les poils hérissent sur le dos à chacun de leur passage, on tient le coup.

Et ces bourgeois qui gaspillent le fruit de notre labeur, dilapident des liasses de billets dans des caprices d'enfants gâtés, pour montrer leur supériorité à la face du monde



qu'ils asservissent. Qui n'a pas rêvé de leur reprendre ce qu'ils nous ont volé, mais là encore on tient le coup.

Et ces ministres et ces politicards qui endorment notre colère avec des belles phrases et des belles promesses sur les prétendues améliorations du capitalisme. Ces représentants de l'ordre bourgeois cachent dans leurs douces paroles des idées aussi tranchantes que des sabres. Comme les autres, ils nous enseignent la soumission et parfois la haine de nos frères. Ils nous font croire à une pluralité des "opinions" qu'ils représentent, mais ils restent les défenseurs des privilégiés que sont les patrons.

Ce matin, c'est un de ces endormeurs qui a encore frappé, ce matin j'ai eu le malheur de vérifier mon courrier. Voici que sous mes yeux, se dresse une adresse aux clermontois et clermontoises, signée du Maire Mr Olivier Bianchi. Beaucoup de mes "concitoyens" (comme diraient les autres) déclareront que les représentants locaux, ce n'est pas pareil : ils ont la proximité avec le peuple, ils veulent vraiment améliorer la situation de leur ville et cetera, et cetera. A mes amis ! Que l'insouciance est belle ! Sauf lorsqu'elle nous pousse à faire des erreurs de jugement dommageables. Ne confondons pas changement de la nature des choses avec le changement d'échelle. Un gros et un petit con ont en commun d'être tous les deux des connards, la différence réside dans la portée de la connerie. Un maire reste un représentant de l'ordre qu'il essaie de gérer. Je veux bien admettre qu'il y ait également des différences au niveau de la sincérité également, mais qu'importe ! Le résultat reste le même : la stabilisation d'un système invivable, la pérennisation des structures sociales. Chacun doit garder sa place : les bourgeois dans les villas et les prolos au travail. Il est d'autant plus criminel pour un élément issu du peuple et conscient de la nécessité de transformer la société, de se placer du côté du pouvoir et des opulents, en tentant de transformer le système à son échelle, car c'est leur offrir sur un plateau d'argent la vivacité et la créativité du bouillonnement issu de la révolte, plutôt que de les mettre au service d'une véritable transformation de la société ; car c'est faire croire aux exploités à leur salut dans le changement institutionnel, c'est créer le lien entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est servir l'ordre bourgeois.

Mais je m'égare, Bianchi n'appartient

pas à cette graine-là, Bianchi est une créature de ce système. Mossieur le Maire a toujours été de la « politique », quand il était jeune il était cadre de l'UNEF, un syndicat étudiant qui sert depuis longtemps d'ascenseur vers la carrière politique, notamment au PS, ce dont a tiré profit Olivier. Mossieur le Maire n'a jamais véritablement travaillé, quand celui-ci est parti de la fac, il a tout de suite servi dans l'administration municipale. La « politique » c'est sa prédilection, le domaine de la culture c'est son dada. En l'an de grâce 2014, messire Serges Godard, maire depuis 17 ans, était comblé et devenait âgé, il sentait la fin de son règne arriver. Il choisit comme successeur son éminence grise qui fut reconnu maire par la famille politique locale à la suite des élections municipales.

Après 2 ans de mandats, Mossieur le Maire nous propose/impose un "pacte de solidarité et de développement". Pour avoir un pacte, il faut que les deux parties aient quelque chose à offrir, une des deux plus que l'autre. C'est pour cela que Mossieur s'adresse à nous : il veut de nous quelque chose… et il nous demande de faire des efforts parce qu'il sait que ça va nous faire chier et il appelle ça un "effort fiscal", c'est à dire – il n'en parle qu'à la troisième page – une augmentation de 9 % de la fiscalité !

Alors quoi ! On ne paie déjà pas assez ? Il faut toujours plus ! Ces impôts, tous les clermontois paient la même choses, mais pas de la même manière. Il n'y a pas plus inégalitaire que l'impôt qui représente la même somme pour tous. Riche ou pauvre, pas de différence devant cette fiscalité, tu paieras la taxe d'habitation, qu'importent tes conditions de vie et tes fins de mois. Pour un bourgeois, c'est une goutte d'eau dans l'océan de ses ressources, pour nous autres, travailleurs, c'est la différence qui fait que tu n'aies pas de quoi acheter des vêtements satisfaisants à tes enfants ou que tu doives manger des nouilles à presque tous les repas. En claire, une taxe d'habitation peut nous mettre dans la merde chaque année.

Bien sûr, Mossieur le représentant de la ville, dans sa lettre, dresse un joli bilan du début de son mandat. Notre argent serait géré "rigoureusement" et avec "sobriété" de ses propres mots, il ne parle sans doute pas de la sobriété des buffets où nos représentants aiment tellement s'abreuver et se délecter. Il regrette la situation budgétaire de la ville dut au désinvestissent de l'État, lui-même géré par le PS, la même famille politique que Mossieur le Maire. Il nous prend par les sentiments, nous parle de nos enfants, des associations, de la culture, de la solidarité, en effet de nobles causes qui cachent la véritable nature de la politique municipale.

Le flou est palpable sur la question économique, "investir, c'est aussi soutenir l'économie de demain" nous dit-il, Mossieur se fait défenseur de l'emploi. Emploi est le terme employé, "entreprise" serait le plus approprié. Cette politique n'est en aucun cas tournée vers les travailleurs, mais vers les patrons qui se voient accorder des privilèges. La firme transnationale Michelin connaît depuis toujours une certaine complaisance, très marquée de la part des responsables de la ville. Ceux-ci ont, dans le cadre de ce grand "effort fiscal", avec le Maire en tête, décidé d'offrir de l'argent au géant du pneu au nom de son rôle historique dans le développement de Clermont-Ferrand. Michelin a depuis les débuts tiré sa richesse de la sueur, du sang et des larmes des travailleurs clermontois, Michelin a tiré profit de sa collaboration durant l'occupation, le Michelin colonial en Indochine, ce même Michelin qui a étendu son exploitation à l'échelle de la planète fermant ainsi les usines une à une quand il n'en a pas besoin. D'un côté, des clermontois paient les dépenses municipales, de l'autre les grosses firmes peuvent dormir sur leurs deux oreilles. Et Mossieur le Maire parle de "justice financière" ! Par dessus le marché, ça ose parler de modernité et d'innovation, alors que c'est la même idéologie, à la même sauce qu'on nous sert.

Mais je m'emporte, car le Maire est quand même très engagé contre les inégalités, celui-ci s'engage à ce qu'une infamie cesse tout de suite. Celle-ci, il la dénonce avec vigueur : les clermontois financent seuls des équipements et des projets qui profitent à toute l'agglomération. Pensez-vous chers lecteurs qu'il parle des bourges suspendus sur les collines de Chamalière, ou qui se prélassent dans les stations de Royat ? Sûrement pas ! C'est surtout pas aux riches de payer, car la ville aurait besoin d'investisseurs, c'est



Tout va bien chez Michelin...

Michelin ne s'est jamais aussi bien porté qu'en ce moment. Les chiffres d'affaires sont bons. Mais c'est dommage pour nous, ce qui est bon pour les bourgeois, ne l'est jamais pour nous.

La mairie de Clermont accordait cette année des privilèges fiscaux, et pourtant, les bourgeois n'ont aucune gratitude, la seule morale qui compte c'est celle de l'argent. « Prends l'oseille et tire toi », c'est comme ça qu'ils fonctionnent ces voleurs. Pendant que les tribunaux jugent des pauvres gens pour des petites bricoles et osent parler de « droit », voilà que les bourgeois opulents à en exploser, transpirant le liquide des billets, peuvent se gaver sur le dos du peuple en toute impunité. Ils nous aspirent tout ce qu'on a, jusqu'à notre moelle. Tous les jours, pour se nourrir, nous et nos proches, nous sommes poussés dans la production, la distribution, dans tel ou tel boulot qui fait de nous ce que nous sommes. Notre travail, c'est presque toute notre vie qui s'y construit, il marque notre personnalité, il marque notre corps. Non contents d'arracher notre richesse tous les jours, ils essaient d'arracher notre dignité et ils nous arrachent ce qui nous appartient, ce que nous avons fait nôtre, les bourgeois nous volent notre travail.

Aujourd'hui ça tombe sur 500 salariés de Michelin, et l'entreprise parle de "reclassement" mais ce qu'elle fait c'est briser des vies.

toujours à la masse la moins en capacité de payer qui doit le faire.

Vous vous en doutés, la municipalité de Clermont n'est pas une grande défenseuse des nécessiteux mais plutôt des "bonnes gens". Elle entend bien défendre leur tranquillité pour que ceux-ci n'est pas à s'inquiéter. C'est à dire comme il est précisé dans la lettre de Mossieur : nos impôts locaux serviront au financement de caméras de surveillance et à la mise en service de nouveaux flics municipaux. Mossieur le Maire fait l'une de ses priorité de lutter contre la "délinquance". Depuis quand des flics patrouilleurs seraient un signe de tranquillité pour tous ? Bianchi veut, comme le proposent les autres réactionnaires à la sauce Brennas, encore plus nous faire espionner et encore plus de cow boy dans nos rues et il ose parler de "volonté déterminée d'être toujours plus proche de vous". Si y'a quelque chose que je déteste plus que le manque de respect, c'est la mauvaise foi ! Et merde, qu'est-ce que ce torchon reçu dans nos boîtes aux lettres suinte et déborde de mauvaise foi !

Allez-vous croire un homme qui juste après nous avoir parler de concertation de travail collectif, nous fait du chantage ? ! "ou nous continuons de transformer cette ville […] ou bien nous ratons l'opportunité de poursuivre notre développement." En claire, TINA, There Is No Alternative comme disait la vieille peau de Thatcher. Vous y croyez ça ? Ce mec nous dit qu'on n'a pas le choix ! Que si on n'est pas d'accord, on va tout foutre en l'air et empêcher le développement, de toute façon nous laisse-t-il vraiment le choix ? Mossieur nous raconte qu'il est déterminé à se mobiliser "au service de tous", baratine autour d'une soit-disant construction collective, mais la décision est déjà prise pour lui. Cette lettre, c'est juste pour nous convaincre de nous résigner, d'accepter.

C'est ça la "ville partagée ou chacun à sa place" ? Déjà quelle place pour quelqu'un qui a de moins en moins les moyens de rester ? Parce que c'est trop cher, à cause de la hausse du loyer et du prix de la vie par exemple, conséquence directe de ces grands projets d'urbanisme qui font grimper le foncier. C'est ça le vrai but, chasser le peuple du centre-ville pour un faire un espace spécifiquement bourgeois, comme à Londres ou à Paris. Clermont-Ferrand a été bâtie par la classe ouvrière, mais aujourd'hui, celle-ci fait tâche et n'est pas "attractive", et on veut une économie du tertiaire. C'est cela à terme, le but d'une telle politique : chasser les prolos dans des quartiers où ils seront moins visibles, en périphérie. Méfions-nous de ces termes si édulcoreux tel que "cadre de vie", "attractivité", "investissement", "urbanisme" lorsqu'on parle de ville, ils signifient l'expulsion de ce qui est beau et populaire pour la construction d'espaces vitrines, des musées de cire visant à attirer les investisseurs et la petite bourgeoisie.

Aujourd'hui, tout cela m'a fait perdre patience, demain je me lèverai pour combattre ces diffuseurs de misère. Je ne veux pas laisser ma ville se faire détruire par les sangsues sans me battre, je refuse ces impôts locaux avec tout le reste ! Aujourd'hui, j'ai perdu patience : bourgeois, politicards, bobos et notables, prenez garde !

Vendredi 26 février 2016, je vais me rassembler avec mes camarades à 18h devant la mairie, lors du conseil municipal pour combattre la hausse des impôts locaux. Je vous conseille à tous de faire de même.

Une belle leçon de démocratie !

Le mécontentement des clermontois était large ce vendredi 25 février. Des salariés de Home Dôme, foyer de jeunes travailleurs fermé par la municipalité, aux personnes qui se sont rassemblées contre les emprunts toxiques, en passant par ceux qui luttaient contre l'augmentation des impôts locaux, il y avait plus d'une centaine de personnes. Dès 17h30, nous sommes montés au conseil municipal, en scandant des slogans tel que « pas un sous pour les patrons ».

Le maire a suspendu la séance, en déclarant que le peuple n'avait pas le droit à la parole et que c'est ça la démocratie… Bien. Au moins ils assument la nature de la « démocratie » bourgeoise.

C'est en sortant vers 20h, alors que les camarades du PCm était en train de sortir de la mairie que les flics ont arrêté un camarade. Pourquoi ? Parce qu'il avait manifesté contre l'Etat d'urgence au mois de décembre, il est arrêté 3 mois plus tard… Il est sorti le lendemain à 12h30 avec un procès pour le 23 mai 2016, pour « appel à une manifestation » sans avoir l'autorisation. Il essaient de faire porter le chapeau au camarade, c'est bien que cette manifestation les a déranger, c'est bien la tentative de la par l'Etat bourgeois de terroriser le peuple et de lui faire courber l'échine. Mais heureusement, aujourd'hui, l'heure n'est pas à la résignation. Un rassemblement aura lieu à l'heure du procès devant le Tribunal de Grande Instance, le 23 mai à 14h. Nous tiendrons également informés les lecteurs et lectrices quand aux autres initiatives de lutte contre la répression et l'Etat d'urgence qu'il faut vigoureusement combattre, les faits nous le démontrent. L'Etat bourgeois ne reculera devant rien pour nous écraser, il est temps de riposter et de lancer la contre-offensive pour le faire reculer.



Etat d'Urgence
Aubervilliers : Une interpellation sous l'état d'urgence

Le 21 novembre dernier était organisé un meeting sur les dix ans de la révolte des banlieues conjointement par le Bloc Rouge (unification des maoïstes) et le Parti Communiste maoïste – Italie avec le mot d'ordre « De la révolte des banlieues à la révolution prolétarienne ! ». Il s'est donc trouvé que ce meeting devait avoir lieu une semaine seulement après les attaques du 13 janvier et la mise en place de l'état d'urgence. Voilà le témoignage de deux militants interpellés le lundi 16 janvier alors qu'ils distribuaient des tracts pour le meeting :

Dès le lendemain des attentats nous n'avons pas interrompu la campagne pour le meeting sur la révolte des banlieues : 10 ans après celle-ci, dans d'autres circonstances l'état d'urgence est de nouveau déclaré. Il y a dix ans, cet état d'urgence a servi à faire des centaines d'interpellations parmis les jeunes des quartiers populaires qui se sont révoltés, ces interpellations se sont suivis par des condamnations très lourdes. Le lundi 16 novembre, alors que nous étions à l'entrée d'un lycée populaire d'Aubervilliers pour distribuer des tracts, un fourgon de police s'est subitement arrêté à côté de nous, quatre flics en sortent. De quoi nous accusent les flics ? D'avoir collé un autocollant devant le lycée ! On se fait immédiatement fouiller, un des flics demande à ses collègues « Vérifiez s'ils ont quelque chose qui enregistre ! », nos téléphones portables sont tout de suite confisqués.

« Allez on les embarque ! » Alors que nous sommes amenés au comico, pendant le trajet dans le fourgon certains policiers n'hésitent à nous faire savoir leurs opinions politiques, ainsi l'un d'entre eux s'offusque en découvrant un de nos tracts qui critiquent le Front National. Autant vous dire que la récente étude montrant que plus de 50 % de la volaille vote FN ne nous surprend pas vraiment…

Ce n'était pas notre première rencontre avec eux. Le vendredi précédent, alors que nous distribuions des tracts pour le meeting à la sortie d'un autre lycée d'Aubervilliers, ils nous avaient déjà averti que « Ça, ça va être annulé ! ».

Une fois arrivés au poste, les flics qui nous ont embarqué nous présentent à leurs collègues comme les « anti-flics », apparemment ça a déjà parlé de nous. Après nous avoir placé quelques minutes en cellule, ils nous font monter à l'étage pour rencontrer l'OPJ qui veut nous poser « quelques questions ». A peine arrivé à l'étage, un flic sur place lance un « Ah c'est eux les gros enculés ! », le ton est donné. On pouvait toujours s'attendre à ce que l'OPJ soit plus « professionnel », comme les OPJ sont censés l'être. On a vite compris que ce ne serait pas le cas.



Dans la salle, il y a deux OPJ et quatre autres policiers. L'OPJ nous fait rester debout pendant qu'il nous interroge. Cela ne ressemble pas vraiment à un interrogatoire, c'est plutôt une succession d'insultes et de menaces. Dès la première question, nous avons affirmé que nous n'avons rien à déclarer et nous resterons muets tout le reste de l'interrogatoire. A partir de là, les insultes homophobes, racistes, sexistes se mettent à pleuvoir : « Fils de pute », « Tarlouzes »… L'OPJ se lâche et va même jusqu'à nous balancer « Vous êtes venus là pour vous faire des beurettes ! ». Il nous dit que la technique de pas parler, ça marche pas avec eux, il faut croire que si. Un des flics répète à plusieurs reprises, sur le ton de la « plaisanterie » : « On va fermer la porte et on va vous torturer », voilà à quoi ressemblent leurs fantasmes…

L'OPJ en rajoute toujours dans le grotesque et le ridicule « On connaît bien vos techniques, c'est des consignes qui datent d'Ho Chi Minh, on sait comment vous êtes formés… ». Plusieurs fois il insiste sur le fait que « Maintenant c'est l'état d'urgence, ça se passe plus comme avant », il veut nous faire comprendre que maintenant ils peuvent encore plus jouer les cowboys qu'auparavant…

Comme les menaces et les insultes ne fonctionnent pas, les flics vont tenter les humiliations, un des flics prend nos autocollants et s'amuse à nous les coller dessus, un autre flic va prendre son écusson « Police nationale » et essayer de nous l'accrocher. Leur tactique est claire : comme ils n'ont rien contre nous, ils tentent à tout prix de provoquer un outrage et veulent nous faire craquer par l'intimidation.

Au bout d'une heure, devant notre absence de réaction face à leurs pitreries, ils sont obligés de se rendre compte qu'ils vont devoir nous libérer. L'OPJ qui nous interroge lance à l'autre OPJ dans la pièce « On les met en garde à vue qu'est-ce que t'en dis ? » « On peut pas, y a pas de motif… ». On nous fait donc faire un dernier tour dans le commissariat pour que le reste de leurs collègues puisse nous insulter. On nous confisque tous nos tracts et autocollants, on nous dit qu'on a pas intérêt à nous revoir à Aubervilliers et on nous relâche finalement…

Malheureusement pour eux, le meeting a bien pu se dérouler le samedi 21. Malgré leurs pressions celui-ci a eu lieu sans incident et malgré l'ambiance générale (Etat d'urgence doublé d'une interdiction de manifester), de nombreuses personnes furent présentes. Le meeting fut un succès, une brochure comprenant toutes les interventions et messages va bientôt être disponible (disponible sur www.pcmaoiste.org).

Corsica
Au sujet de la situation en Corse

Décembre 2015 : des centaines de personnes descendent dans un quartier populaire d'Ajaccio, pour « rendre justice » après le caillassage de pompiers, dans une optique clairement raciste. Une salle de prière est attaquée, sans que la police ne réagisse sur le moment.

Février 2016 : un supporter du SC Bastia est gravement blessé par un tir de flashball à Reims. Des milliers de manifestants réclament « ghjustizia per Maxime » (justice pour Maxime, le supporter éborgné), des affrontements embrasent la ville pendant plusieurs nuits, des jeunes corses attaquant les CRS au cocktail molotov.

Quel lien entre ces deux évènements ? Aucun, à priori. Pourtant, en concentrant l'attention des médias sur l'île, ils nous poussent à réfléchir sur sa particularité. En effet, tout le monde sait que de tels faits sont très rares, voire improbables sur le continent. Ils montrent aussi deux aspects de la société corse, à la fois opposés et complémentaires.

La première question parait évidente, pourtant, aucun journaliste ne la pose. Peut-être est-elle embarrassante. Pourquoi, dans une île où le nombre de meurtres non-élucidés est particulièrement élevé, où une partie importante de la population est armée, et où les tensions politiques sont particulièrement violentes, l'agression de pompiers déclenche-t-elle une telle réaction ? Il n'y a pas eu de telle réaction face à l' « insécurité » lors des assassinats de nationalistes ou des nombreux crimes causés par le milieu.

La principale cause de cette situation pleine de contradictions est à rechercher dans l'échec du mouvement nationaliste corse. Bien sûr, lors des élections, celui-ci s'est petit à petit imposé comme un acteur central de la vie politique, et ce depuis les années 90. Pourtant c'est aussi à cette période que le FLNC explose. Cette organisation qui s'était donné comme but d'organiser un soulèvement généralisé dans l'île en attaquant des cibles liées au pouvoir colonial français a réussi à survivre et se développer sans cesse, malgré les morts et les arrestations. Mais le Front a changé. A l'origine, il proposait une stratégie de contre-pouvoir à la fois politique et clandestin, mettant en place petit à petit des syndicats, des campagnes de redistribution des terres, et assurant la défense des luttes populaires. Avec une direction allant vers la droite, il s'est transformé en ce qu'il avait à l'origine combattu : une organisation clientéliste, où la politique a complètement cédé la place au militaire, dont les chefs collaborent avec l'Etat français, et qui assassine ses dissidents. Les magouilles de clans ont remplacé la politique révolutionnaire.

Ainsi, le vide politique a été comblé par les organisations criminelles, les bandes armées chauvines et les politiciens liés aux intérêts français. Dans ce chaos, le repli sur soi a remplacé la solidarité. Les travailleurs immigrés sont particulièrement touchés et les attaques racistes visant les arabes sont en augmentation.

D'un autre côté, les politiques de l'Etat français continuent de diviser la population, en se basant sur les systèmes de clan et non sur des valeurs politiques. Le littoral est attaqué, le racisme est encouragé pour remplacer l'anti-colonialisme, l'urbanisation est désastreuse et la pauvreté touche durement la jeunesse corse. Une partie d'entre elle refuse ce sort et tente d'incarner une alternative, autour d'organisations comme Ghjuventù Indipendentista, qui a eu un rôle de premier plan dans la mobilisation contre les violences policières. Le pouvoir s'inquiète de cette tradition de lutte qui survit. Un jeune manifestant a ainsi été condamné à cinq mois de prison ferme, une peine particulièrement lourde, surtout quand on la compare à l'impunité des responsables politiques mouillés avec le milieu local.

Remarquons aussi que le FN n'est toujours pas le bienvenu en Corse. Si les nationalistes français ont instrumentalisé les violences racistes de décembre pour faire passer la Corse pour une forteresse anti-musulmans, les délégués du parti ont été accueilli par des routes bloquées et des rassemblements anti-FN en février. Mais ses idées ont progressé chez les nationalistes.

La situation reste donc explosive : la formation d'une nouvelle génération de militants refusant le système des clans et les politiques de Paris est aujourd'hui un enjeu très important pour ceux qui espèrent dépasser les divisions entre prolétaires et combattre le colonialisme.



Inde
Liberté inconditionnelle pour le Dr GN Saibaba !

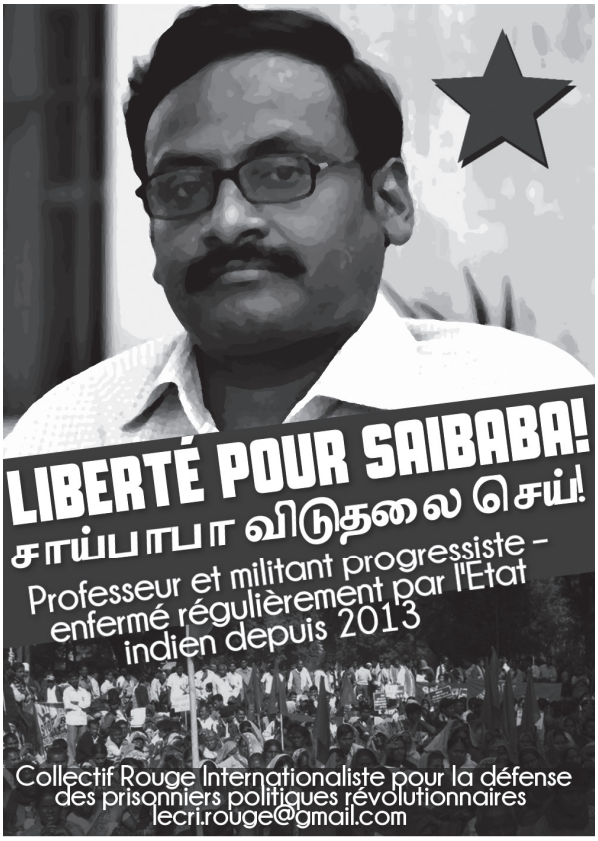
Dans l'État de Maharashtra, quelques forces de police ont séquestré le professeur Saïbaba le 9 mai 2014, le maintenant incarcéré sous la loi fasciste de Prévention des Activités Illégales, l'accusant de liens avec le Parti Communiste d'Inde (Maoïste). À cette occasion de cette première prison, GN Saïbaba fut conduit pour Aheri, dans le district de Gadchitoli, dans le Maharastra, puis postérieurement, pour la prison Central Nagpur, où il fut détenu jusqu'en juin 2015.

Nous avons dénoncé cela plusieurs fois dans les pages de AND [A Nova Democracia, journal révolutionnaire du Brésil dont cet article est tiré] le professeur Saïbaba est limité à 90 % de ses mouvements de son corps provenant de la poliomyélite et la cellule dénommée « cellule Anda », dans laquelle, il fut maintenu emprisonné dans un isolement complet, dans laquelle, il ne pouvait y avoir d'adaptations pour ses déplacements, ou pour utiliser les sanitaires. Il ne recevait pas d'alimentation adéquate pour ses divers problèmes de santé à traiter. Il lui a été refusé le droit à un traitement médical équitable et l'assistance de sa famille.

Après une campagne internationale de dénonciations et de protestations et d'une grande mobilisation des organisations et personnalités démocratiques de toute l'Inde, la défense de Saïbaba se poursuit, en versant une caution, il a obtenu sa liberté provisoire pour traitement médical.

De plus, le 23 décembre 2015, à Alta Corte de Bombaim sa caution et la nuit de Noël ont été annulées, Saïbaba fut de nouveau emprisonné.

Le 5 janvier, le professeur a envoyé une lettre rédigée de sa propre main au juge principal du district de Gadchiroli et aux sections des tribunaux relatant la gravité de son tableau de santé, qui se dégrade rapidement et les besoins diététiques et de traitement médical, Je suis confronté à diverses maladies de nature grave qui doivent être traitées dans le Centre de Lésions Vertébrales de l'Inde [ISIC, sigle en anglais], à New Delhi, pour mon épaule gauche, qui fut sérieusement blessée en prison », relate Saïbaba dans sa lettre.



L'ISIC et autres centres spécialisés dans lesquels Saïbaba a été traité, ont conclu que trois muscles en relation avec l'épaule et le système nerveux ont été endommagés, et qu'il ne pourra utiliser sa main gauche s'il ne reçoit pas de traitement adéquat. « J 'ai été continuellement soumis à la physiothérapie, la thérapie d'occupation, l'hydrothérapie et la thérapie électromagnétique, qui nécessite divers instruments. Mon emprisonnement a interrompu totalement ce traitement, ce qui complètement préjudiciable pour ma main gauche. Comme je suis paralysé à 90 %, du à la poliomyélite, mes jambes ne peuvent bouger. Comme il en résulte, je ne peux marcher et je dois resté totalement confiné sur une chaise roulante. Si je ne reprend pas mon traitement et que ma main gauche ne soit pas utilisée je n'aurais plus qu'à vivre seulement avec une main pour des mouvements, ce qui deviendra une tâche impossible », proteste le professeur dans sa lettre.

GN Saïbaba a demandé au juge pour qu'il donne des ordres nécessaires pour qu'il soit reconduit immédiatement pour le traitement et a demandé des installations minima et des aides pour des soins journaliers comme le bain, l'usage des toilettes, le déplacement, l'alimentation entre autres adaptations en adéquation avec sa condition jusqu'à ce qu' il soit délocalisé vers un hôpital.

Le professeur Saïbaba souffre aussi d'une maladie de cœur grave et dans les 14 mois qu'il a été détenu en prison, il a eu des évanouissements. Les parois de son cœur ont épaissies, ce qui rend difficile la circulation du sang. Il a aussi des problèmes rénaux, de traitement urinaire, de la vésicule biliaire et intestinal qui ne lui permettent pas de manger la nourriture de prison. Il a besoin d'un régime spécial. Il a demandé le contrôle régulier de sa pression artérielle, un accompagnement médical pour que ces maladies soit soigné dans un hôpital, avec des aliments adéquats

« J'ai lutté pour les pauvres »

« Ne perdez pas l'espérance, j'ai lutter pou les pauvres, je ne me suis trompé en rien ». Tels firent les dernières paroles de Saïbaba à son épouse Vasantha, qui tenait la main de son mari avec fermeté. Quatre heures plus tard, Saïbaba était retourné dans sa « cellule Anda » un réduit de forme ovale avec peu de lumière ou d'air, avec accès à peine à quelques feuilles de papier blanc, un porte-plume, des livres de poésie et de droit civil, outre d'avoir à vivre en commun avec la torture des prisonniers occupants les cellules voisines.

A la maison, Vasantha et sa fille sont soutenus par des membres d'un Comité de Défense créé pour la défense du professeur Saïbaba, avocats et activistes des mouvements populaires de défense des droits du peuple. Elles vivent de repas frugaux, une fois que le salaire mensuel de Saïbaba fut amputé de moitié. Sa

famille fut expulsée du Campus de l'Université de Delhi, où ils vivaient après l'emprisonnement du professeur en mai 2014. « Il était un homme marqué, qui causait des problèmes à l'État pour sa participation active contre l'opération Chasse Verte (Green Hunt) » [sous laquelle furent envoyées des forces paramilitaires pour combattre les maoïstes dans les forêts de Chhattisgardh, Orissa et Maharashtra, une stratégie du gouvernement pour nettoyer les terres tribales pour les grandes compagnies minières], affirma Vasanthan assise à la table de la petite cuisine de la maison louée par la famille.

La fille de la maison, est étudiante de seconde année, debout, près de sa mère, elle affirma qu'elle était fière de son père, et qu'elle lui écrivait des lettres pour lui donner du courage et du soutien.

« Mon père est mon héros, il est resté près des pauvres et à lutter contre les riches qui persécutent les tribaux continuellement. C'est mon inspiration ». affirme sa fille.

« C'est un grave cas de violation des droits humains. Il lui est refusé la caution pendant qu'il était en traitement dans un hôpital pour des lésions à la colonne cervicale, dit Prashan Bhushan, un des principaux avocats de l'Inde qui, justement avec Kamini Jaiswal, autre avocat et activiste des droits humains, se sont offerts pour s'occuper du cas de Saïbaba.

Des voix démocratiques s'unissent

Le Comité pour la Défense et la liberté du Dr. GN Saïbaba a envoyé un communiqué de presse notifiant une protestation unifiée de plus de 40 organisations démocratiques et populaires de tout Delhi et d'autres États le nouvel emprisonnement de Saïbaba. Et aussi contre le procès pour « manque de respect » engagé contre l'écrivaine démocratique Arundhati Roy.

Le Comité dénonce que Saïbaba fut pris et emmené à la Prison Centrale de Nagpur quand les tribunaux étaient en vacances, pour qu'il ne fut pas possible de présenter un recours.

Duta Nandita Narain, président du Comité pour la Défense et la Liberté du Dr. GN Saibaba appela toutes les voix démocratiques à s'unir dans une grande mobilisation pour la libération du professeur et activiste des droits des peuples. Professeurs, étudiants, activistes des mouvements populaires, démocratiques et révolutionnaires indiens, et au-delà des personnalités démocratiques, ont réalisé le 16 janvier, une protestation massive à l'Université de Delhi, où Saïbaba enseignait, exigeant son immédiate libération.

Publié sur csrinde.wordpress.com

traduit de l'espagnol du journal révolutionnaire A Nova Democracia anovademocracia.com.br

Documentaire
Capitaine Thomas Sankara

C'est dans un contexte de mise en lumière de l'assassinat de l'ancien président burkinabé Thomas Sankara que le documentaire du cinéaste suisse Christophe Cupelin est sorti sur les grands écrans.

Cupelin, qui a connu la révolution sankariste, nous dresse un portrait pour le moins intimiste de l'ancien président burkinabé, devenu une icône de toute une génération, notamment en Afrique. Documentaire entièrement constitué d'archives, pour certaines très rares, le cinéaste suisse réussit avec génie de nous présenter la révolution démocratique, progressiste et anti-impérialiste qu'a connu le Burkina Faso, et ce avec humour malgré sa fin tragique, de la prise de pouvoir par Sankara en 1983, jusque son assassinat en 1987 par le traître Blaise Compaoré, qui a dû fuir le pays à l'aide de la France en 2014 suite au soulèvement populaire opposé au renouvellement de son mandat.

Rebaptisant le nom de Haute-Volta pour celui de Burkina Faso, le pays des Hommes intègres, Sankara ne s'arrête pas là et met en place toute une série de mesures qui donnera espoir au peuple burkinabé : nationalisation de la terre, mise en place de « tribunaux populaires révolutionnaires », campagnes de vaccinations nationales, développement de l'accès aux soins, scolarisation massive, politique féministe, écologiste…

Comment ne pas éprouver de la sympathie pour l'ancien président burkinabé quand on l'entend prononcer son discours appelant aux États africains à simplement refuser le paiement des dettes extérieures, ou encore quand on le voit tenter de voler un Boeing lybien pour montrer à Kadhafi que ses promesses doivent se concrétiser ?

François Mitterrand disait de Sankara « qu'avec lui il n'est pas facile de dormir en paix ». Nous sommes bien entendus communistes, et ne confondons pas l'expérience de ce qu'on appelle la révolution sankariste avec la nature d'une révolution prolétarienne, mais il faut le reconnaître, Sankara en a dérangé plus d'un.



LIBERTE INCONDITIONNELLE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES EN INDE

SOLIDARITE AVEC TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES DANS LE MONDE

NON A L'OPERATION GREEN HUNT, NON A LA GUERRE ET AUX ATTAQUES AERIENNES CONTRE LE PEUPLE

SOUTIEN A LA GUERRE POPULAIRE EN INDE



SEMAINE INTERNATIONALE D'ACTION 2 - 9 AVRIL 2016

COMITE INTERNATIONAL DE SOUTIEN A LA GUERRE POPULAIRE EN INDE

Culture

Poésie

Ca ne peut plus durer !

Amis et amies, frères, sœurs et collègues, la lourde chaîne qui pèse sur le monde ne semble pas se desserrer.

De jour en jour où le pouvoir est laissé aux indigents, l'horizon vous semble un peu plus noir.

Pour la plupart des hommes et des femmes, la vie est un long martyr au lieu d'être un plaisir, le plaisir de vivre.

Seulement, c'est que l'on regarde dans la mauvaise direction.

Tournez la tête, vers la lumière rouge du communisme, cet avenir le seul à même de pouvoir percer les ténèbres. C'est sous ces rayons que poussent les germes du bonheur commun.

Si nous espérons profiter des joies de la vie,

Si nous désirons le bien être et la véritable liberté,

Si nous voulons en finir avec le joug des journées meurtrières du travail,

Arrachons la production aux patrons parasites, arrachons le pouvoir à l'État capitaliste.

A l'heure où les lois indignes du capitalisme nous sont imposées, osons dire non et sauvons l'avenir, camarades.

Crachons à la face des bourgeois notre profond mépris, et hâtons l'heure où se lèvera l'aube de la Révolution communiste, car elle sera juste, belle, vengeresse et libératrice.

A Clermont Ferrand, la boxe populaire continue !

Depuis septembre la boxe populaire a été lancée. Notre projet est de développer un club de sport populaire fait par le peuple et pour le peuple. Par le biais du sport, ce club a vocation à développer l'entraide et la solidarité au sein des classes populaires.

Depuis peu, nous sommes passés d'un entraînement à deux entraînements par semaine !

Tous les lundi de 20h à 22h, et les jeudis de 18h à 22h, pour toutes celles et ceux que ça intéresse, pour participer ou pour filer un coup de main.

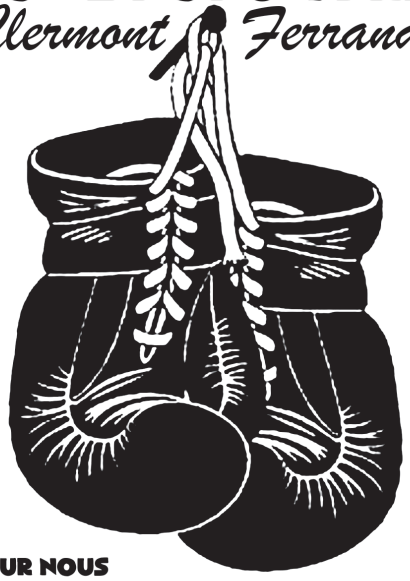
Contacts

★ mail :

boxe.populaire.63@tutanota.com

★facebook :
Boxe Populaire Clermont-Ferrand

BOXE POPULAIRE
Clermont Ferrand



POUR NOUS REJOINDRE OU TOUT RENSEIGNEMENT:

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre participation au journal est importante :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS

lacausedupeuple@gmail.com

lacausedupeuple.blogspot.com